

Peuples, que de donner à ceux qui se destinēt à ce miniftre les moyens d'acquérir la Doctrine & la capacité neceffaires, en leur impofant la neceffité de s'inftuire des principes de la Jurifprudence, tant des Canons de l'Eglife & des Loix Romaines, que du Droit François. Ayant d'ailleurs reconnu que l'incertitude des Jugemens, qui eft fi prejudiciable à la fortune de nos fujets, provient principalement de ce que l'Eftude du Droit Civil a efté prefque entièrement negligé depuis plus d'un fiècle dans toute la France, & que la profeffion publique en a efté difcontinué dās l'Univerfité de Paris. Scavoir faifōs, que Nous pour ces caufes & autres, à ce Nous mouvans, de l'avis de noftre Conseil & de noftre certaine fcience, pleine puiffance & autorité Royale; avons dit, ftatué & ordonné, difons, ftatuons, & ordonnons par ces prefentes, fignées de noftre main.

I. Que dorefnavant les Leçons publiques du Droit Romain, feront reftablies dans l'Univerfité de Paris, conjointement avec celles du Droit Ca-

nonique, nonobstant l'article 69. de l'Ordonnance de Blois, & autres Ordonnances, Arrests & reglemens à ce contraires, auxquels nous avons déro-
gé à cet égard.

2. Qu'à commencer à l'ouverture prochaine, qui se fera des Ecoles, suivant l'usage des lieux, le Droit Canonique, & Civil sera enseigné dans toutes les Vniversitez de nôtre Royaume & Pays de nôtre obeissance, où il y a Faculté de Droit, & que dans celles où l'exercice en auroit esté discontinué, il sera rétably.

3. Et afin de renouveler les Statuts & Reglemens, tant de la Faculté de Paris, que des autres, & de pourvoir à la discipline desdites Facultez, à l'ordre & distribution des Leçons, & à l'entretien des Professeurs: Voulons & Ordonnons, qu'après la publication qui sera faite des presentes, il sera tenu une Assemblée dans chacune desdites Facultez, en presence de ceux qui auront ordre d'y assister de nôtre part pour Nous donner avis sur toutes les choses qui seront estimées utiles & ne-

cessaires pour le rétablissement desdits
Estudes du Droit Canonique &
Civil.

4. Enjoignons aux Professeurs de
s'appliquer particulièrement à faire lire
& faire entendre par leurs Ecoliers, les
Textes du Droit Civil & les anciens
Canons qui servent de fondement aux
libertez de l'Eglise Gallicane.

5. Défendons à toutes personnes au-
tres que lesd. Professeurs d'enseigner &
faire Leçon publiquement dudit Droit
Canonique & Civil, à peine de 3000. l.
d'amende, applicable moitié aux Pro-
fesseurs, & l'autre moitié à nostre pro-
fit, d'être décheus de tous les Degrez
qu'ils pourroient avoir obtenu & d'être
declarez incapables d'en obrenir au-
cuns à l'avenir: Ce que Nous voulons
avoir aussi lieu contre ceux qui pren-
dront les Leçons desd. particuliers.

6. Declarons que nul ne pourra pren-
dre aucuns Degrez, ni Lettres de Li-
cence en Droit Canonique ou Civil,
dans aucune des Facultez de nostre
Royaume & Pais de nostre obeissance.
qu'il n'ait étudié trois années entieres,

à compter du jour qu'il se sera inscrit sur le Registre de l'une desdites Facultez, qu'il n'ait assisté à deux Leçons différentes par jour, pendant lesd. trois années, & qu'il n'ait écrit ce qui se sera dicté par lesd. Professeurs; desquels il sera tenu de prendre à la fin desdites trois années les attestations, & de les faire enregistrer au Greffe de la Faculté dans laquelle il aura étudié.

7. Ordonnent que ceux qui voudront prendre les Degrez, seront tenus apres deux années d'étude, de subir un examen particulier: Et s'ils sont trouvez suffisans & capables, ils soustiendront un acte publiquement, pendant deux heures au moins, pour estre receus Bacheliers. Et pour obtenir les lettres de Licence, ils subiront un second examen; à la fin desdites trois années d'étude, apres lequel ils soustiendront un acte public, & repondront, tant du Droit Canonique, que Civil, pendant trois heures au moins.

8. Que ceux qui voudront estre Docteurs dans lesdites Facultez, seront tenus de soutenir un 3. acte un an apres

celui des Licences, & de repondre pendant 4. heures sur différentes matieres de l'un & l'autre Droit.

9. A l'égard des Ecclesiastiques qui ne voudront obtenir les Degrez qu'en Droit Canon, ils pourront seulement répondre dud. Droit; sans neanmoins que ceux qui voudront requérir des Benefices en vertu de leurs Degrez, puissent pretendre que lesdites 3. années d'étude soient suffisans au prejudice du temps requis par les Concordats & Arrests, auxquels Nous n'entendons déroger à cet égard.

10. Voulons que dans chacune desdites Facultez, il soit tenu des Assemblées des Professeur, Docteurs & Agrégés, à certains jours prescrits, pour recevoir les Suppliques de ceux qui voudront prendre les Degrez pour leur donner des Examineurs & Presidens, particulièrement pour donner leur voix par Scrutin, pour l'admission des Bacheliers Licentiez, ou Docteurs qui auront soustenu, lesquels en cas d'incapacité seront renvoyez pour étudier pendant six mois, ou un an; Et sera procédé au.

dit Scrutin par lesdits Professeurs;
Docteurs & A gregez, qui auront assisté
ausdits actes, avec toute rigueur &
exactitude requises, dont Nous char-
geons leur honneur & conscience.

11. Defendons tres-expressement
ausdits Professeurs de manquer à leurs
Leçons, sous pretexte de presider ou
assister ausdits actes, lesquels se feront
dans les sales à ice destinées, à tels
jours & heures qui ne puissent inter-
rompre l'ordre desdites Ecoles.

12. Défendons pareillement ausdits
Professeurs de dispenser qui que ce
soit des Reglemens, ni de donner
les attestations des années d'estude qui
ne soient tres veritables, à peine con-
tre lesdits Professeurs de privation de
leurs Chaires, & contre ceux qui se
serviront desdites dispenses & fausses
attestations d'estre décheus de leurs
Degrez, & declarez incapables d'en
obtenir.

13. Pour exciter d'autant plus lesd.
Professeurs à faire leur devoir, voulons
& ordonnons que ceux desdits Pro-
fesseurs qui auront enseigné pendant

Vingt années soient receus dans toutes les Charges de Judicature sans examen, & que l'ancien de chacune desd. Facultez, apres avoir enseigné vingt-ans entiers, ait entrée & voix délibérative dans l'un des sieges, Bailliages ou Presidiaux, en vertu des Lettres que Nous luy en ferons expedier.

14. Et afin de ne rien obmettre de ce qui peut servir à la parfaite instruction de ceux qui entreront dans les Charges de Judicature; Nous voulons que le droit François contenu dans nos Ordonnances & dans les coustumes, soit publiquement enseigné. Et à cet effet Nous nommerons des Professeurs, qui expliqueront les principes de la Jurisprudence François, & qui en feront des Leçons publiques, apres que Nous aurons donné les ordres necessaires pour le rétablissement des Facultez du Droit Canonique & Civil.

15. Et parce qu'il importe de pourvoir à ce que nul par artifice ou autrement ne puisse estre dispensé d'étudier pendant les années prescrites par nostre

presente Declaration, avec l'affiduité
que Nous desirons, Voulons que ceu
qui étudieront dans toutes les Univer-
sitez de nostre Royaume, soient tenus
de s'inscrire de leur main quatre fois
par an dans un Registre qui sera pour
cét effet tenu dans chaque Université,
& d'écrire aussi de leur main la pre-
miere fois le jour qu'ils auront com-
mencé d'étudier, & les autres fois, qu'ils
ont continué leurs études, outre le-
quel Registre seront tenus tous les
trois mois des cayers, ou lesdits Eco-
liers écriront aussi de leur main la mé-
me chose que sur le Registre, lesquels
cayers seront envoyez par le Greffier
des Universtitez aux Officiers de nos
Parlemens, dans le ressort desquels
sont situées lesdites Universtitez ainsi
qu'il s'est pratiqué cy-devant à l'é-
gard des Universtitez du ressort du Par-
lement de Paris: Défendons à nos A-
vocats & Procureurs Generaux de vi-
ser aucune Licence, qu'ils n'ayent au-
paravant verifié que ceux qui les ont
obtenües, ont actuellement étudié le
temps porté par nostre presente Decla-

ration, & à l'égard de ceux qui auront obtenu des Licences dans une Université qui ne sera pas du ressort du Parlement, où ils voudront estre receus Avocats, ils seront tenus de rapporter une attestation en bonne forme des Officiers du Parquet du Parlement, dans le ressort duquel l'Université dont ils auront obtenu les Licences sera scituée, portant qu'ils se sont inscrits sur les feuilles de ladite Université; & qu'ils ont accompli le temps d'étude porré par nostre presente Declaration. Autrement défendons à tous nos Avocats de les presenter au serment d'Avocat, & à nos Cours de les recevoir, & declaronz leurs receptions nulles.

16. Ordonnons que les matricules d'Avocat seront inscrites & expediees sur le dos des lettres de Licence, lesquelles seront visées par nos Avocats & Procureurs generaux, & que ceux qui voudront entrer dans les Charges de judicature, seront tenus après avoir presté le serment d'Avocat, d'assister assiduelement aux Audiances des Cours & Sieges où ils feront leur demeure pendant

pendant deux ans au moins , & d'en prendre les attestations en bonne forme chaque année , tant de nos Avocats, que du Bâtonnier ou Doyen des Avocats.

17. Que les attestations du temps d'étude deuëment registrées au Greffe desdites Facultez, les lettres de Bachelier & de Licencié endossées du serment d'Avocat , & les certificats d'assiduité aux audiences pendant deux années, seront attachées sous le contre-seel de toutes les provisions des Charges de Judicature, dans lesquelles en outre il sera mis une clause expresse , que ceux qui n'auront pas satisfait à nostre presente declaration, seront sujets aux mêmes peines, que ceux qui ont des parens au degré prohibé par l'Ordonnance, ou n'ont pas l'âge prescrit par icelle. Voulons même que nos Procureurs généraux ou leurs Substituts puissent en cas que l'on doute de la verité du contenu desdites attestations , lettres & certificats , requerir d'office , verifications , ou estre fait à leur diligence.

18. Enjoignons à toutes nos Cours

B

& Sieges de vacquer à l'advenir avec
 soin & exactitude à l'examen des Offi-
 ciers qui s'y presenteront pour estre re-
 ceus : leur deffendons d'en recevoir
 deux en même temps : & ordonnons
 que les compagnies seront tenuës de
 s'assembler à huit heures precises du
 matin, ou à deux heures après midy,
 en cas de surcharge d'affaires seule-
 ment, pour proceder ausdits examens
 & receptions, & qu'au mesme temps
 que l'on donnera la Loy, ou qu'elle se-
 ra portée dans les autres Chambres, il
 sera député nombre suffisant en chacu-
 ne desdites Compagnies, & deux Con-
 seillers au moins de chaque Chambre
 dans les Compagnies, où il y en aura
 plusieurs, pour disputer contre l'Offi-
 cier qui se presentera, tant sur la Loy,
 que sur les fortuites & la pratique.

19. Et considerant que plusieurs per-
 sonnes sans avoir fait aucun estude de
 Droit, ayant suivant la pratique ordi-
 naire obrenu des lettres de Licence, &
 ensuite presté le serment d'Avocat, il
 ne seroit pas convenable au bien & à
l'administration de la Justice, qu'ils

peussent estre admis aux Charges de
 Iudicature, sans avoir acquis les con-
 noissances necessaires pour ce ministe-
 re : Voulons & ordonnons que nonob-
 stant lesdites Lettres de Licence & ma-
 tricules d'Avocats, ceux qui voudront
 entrer dans lesdites charges de judica-
 ture, soient tenus, sçavoir, ceux qui
 au premier jour de la presente année au-
 ront moins de vingt ans accomplis,
 de faire leurs estudes de Droit pendant
 le temps porté par nostre presente De-
 claration, de subir les examens, & sou-
 tenir des actes pour obtenir des nouvel-
 les Licences & matricules d'Avocats,
 & satisfaire à tout ce qui est porté par
 nostre Declaration. Et ceux qui se se-
 ront trouvez dans un âge au delà des-
 dits vingt ans accomplis, d'assister assi-
 duement & sans aucune intermission,
 aux audiances des Cours & sieges de
 leur demeure, pendant quatre années
 consecutives, si tant il leur en reste
 pour parvenir à l'âge convenable, pour
 estre pourveu desdites Charges de judi-
 cature. Et qu'à l'égard de ceux qui
 n'ont point obtenu lesdites lettres de

Licence, ny presté le serment d'Avocat, & qui seront trop âgez pour employer les années prescrites par nostre dite presente Declaration, jusques à ce qu'ils puissent entrer en Charge, ils soient tenus dans un mois, du jour de la publication des presentes, de représenter leur extrait Baptistaire pardevant le Juge ordinaire de leur domicile, de le faire enregistrer au Greffe de la Faculté de Droit, dans laquelle ils voudront étudier, & d'employer le temps qui leur reste, jusques à ce qu'ils puissent estre pourvus des Charges de judicature, tant à assister aux audiences des Cours & Sieges où seront situées lesdites Facultez, qu'à prendre deux Leçons publiques par jour au moins, pour ensuite obtenir les degrez de Bachelier & de Licentié, suivant les intervalles qui seront réglés à proportion de leurs âges.

20. Et en consequence, défendons dès à present à toutes les Facultez de Droit du Royaume & Pays de nostre obeïssance, de delivrer aucunes lettres de Licence en Droit Canonique & Ci-

vil, & à nos Cours de recevoir qui que ce soit au serment d'Avocat, que conformément à nostre presente Declaration. Ordonnons à cet effet, que les Registres desdites Facultez de Droit seront clos & paraphéz par les Lieutenans generaux des sieges, dans le ressort desquels lesdites Facultez sont situées, en presence des Substituts de nos Procureurs Generaux esdits sieges, & qu'il en sera usé de mesme és Registres des matricules des Avocats, par un des Conseillers de nos Cours de Parlement, qui sera à ce commis, aussi en presence de nos Procureurs Generaux en icelles, le tout aussi-tôt que la presente Declaration sera publiée dans nosdites Cours, & aura esté envoyée dans les Bailliages & Seneschaussées. Desquels Registres des Facultez de Droit, & des matricules d'Avocats, aussi clos & paraphéz, nosdits Procureurs Generaux & leurs Substituts, chacun en droit soy, enverront incessamment des copies figurées & collationnées par les Lieutenans Generaux des Sieges & Conseillers de nosdites Cours qui les

auront paraphez, à nostre tres-cher & feal le sieur le Tellier Chancelier de France. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans nostre Cour de Parlement de Tolose, Bail-lifs, Seneschaux & tous autres nos Iu-stitiers & Officiers qu'il appartiendra, que ces presentes ils ayent à enregistrer, & le contenu en icelles faire entrete-nir, garder & observer selon leur forme & teneur, sans y contrevenir, ny souf-frir qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere que ce soit. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit cho-se ferme & stable à toujours, Nous avons fait mettre nostre seel à cespites presentes. Donné à Saint Germain en Laye au mois d'Avril, l'an de grace mil six cens soixante-dix-neuf, & de nostre regne le trente-sixième. Signé LOUIS, Par le Roy PHELYPEAUX; & seellées du grand seau de cire verte.

EXTRAIT DES REGISTRES
du Parlement.

V E V la Declaration du Roy en forme d'Edit donnée à S. Germain en Laye au mois d'Avril 1679 contenant Reglement pour les Univerfitez du Royaume, confiftant en vingt articles. Et entre autres chofes, que nul ne pourra prendre le grade de Docteur qu'aprez quatre ans d'eftude dans une des Univerfitez, ny eftre admis en aucune charge, qu'il n'ait frequenté deux ans le Barreau, & autres Reglemens y mentionnez, fignée LOUIS, & plus bas PHELYPEAUX, feellé du grand feeau de cire verte à lacs de foye rouge & verte, avec le vifé mis à cofté, figné LE TELLIER; enſemble l'Ordonnance de ſoit montré au Procureur General du Roy, figné de Frefals. Deliberé en l'Affemblée des Chambres le dernier du mois de May 1679. Le dire & conclufions dudit Procureur General du Roy. LA COVR, les Chambres af-

semblées a ordonné & ordonne que ladite Declaration du Roy en forme d'Edit, sera registrée en ses Registres, pour le contenu en icelle estre gardé & observé suivant sa forme & teneur. Et neanmoins qu'extrait d'icelle sera envoyé dans toutes les Seneschaussées de son ressort, à la diligence des Substituts dudit Procureur General, pour y estre leuës & enregistrées, auxquels a enjoint d'en certifier la Cour dans le mois. Prononcé à Tolose en Parlement le 3. Iuin 1679.

Collationné LAURENS, Monsieur de FREZALS Rapporteur. DELACROIX signé.

*EXTRAIT DES REGISTRES
du Conseil d'Etat du Roy.*

LE Roy estant en son Conseil, s'estant fait représenter les Arrests rendus en iceluy, l'un le 7. Septembre de l'année 1679. par lequel sa Majesté avoit commis & député le sieur d'A-

guesseau, Conseiller du Roy en ses Conseils, Maistre des Requestes ordinaire de son Hostel, President au grand Conseil, Intendant de la Iustice, Police & Finances en la Province de Languedoc, pour conformement & en execution du troisieme article de l'Edit de la même année, pour le rétablissement des Estudes de Droit Canonique & Civil, se transporter és villes de Tolose & Montpellier, & y estant, convoquer l'Assemblée de la Faculté des droits desdites Vniversitez de Tolose & de Montpellier, pour en sa presence aviser aux moyens qui seroient estimez utiles & necessaires, pour le rétablissement des leçons du Droit Canonique & Civil, & de la discipline desd. Facultez; pour ensuite y estre pourveu par sa Majesté, sur l'avis dudit sieur d'Aguesseau; & l'autre le 23. Mars dernier, par lequel sa Majesté auroit ordonné, que dans toutes les Facultez de Droit Canonique & Civil de son Royaume, il seroit établi des Docteurs agregez, qui seroient choisis parmi ceux qui seroient la profession d'enseig-

ner le Droit, comme aussi parmi les Avocats, & ceux qui frequentent le Barreau, & que leurs fonctions & retributions seroient réglées, & que les Intendans & Commissaires départis dans les Provinces, se feroient représenter en chaque Université de leurs départemens, les Titres des Fondations des Bourses destinées, pour ceux qui étudient en Droit Canonique & Civil, & donneroient incessamment avis à sa Majesté de ce qui peut estre fait pour l'exécution desdites Fondations, & pour la plus grande utilité desdites Facultez de Droit; comme aussi il auroit esté ordonné par le même Arrest ausdits sieurs Intendans & Commissaires, d'envoyer à Monsieur le Chancelier, les noms & les qualitez personnelles, de ceux qu'ils estimeront les plus capables d'estre Professeurs en Droit François, en l'exécution de l'article 14. dudit Edit: soit que parmi le nombre des Professeurs desdites Facultez, il y en eut quelqu'un, qui peut enseigner le Droit François, conjointement avec la le-

çon de Droit Civil & Canonique, qu'il est obligé de faire ; soit que dans le nombre des Avocats postulans ou autres personnes instruites dans la jurisprudence François, il s'en trouvat de capables d'enseigner le Droit François, en les ajoutant au nombre des Professeurs ; & que lesdits Intendans ou Commissaires donneroient leurs avis, sur ce qu'ils jugeroient devoir estre fait, pour l'établissement desdits Professeurs en Droit François en chacune desdites Facultez. V E U aussi par seditte Majesté les Procez Verbaux dudit sieur d'Aguesseau, en execution de chacun desdits Arrests, contenant les articles proposez és Assemblées de ladite Faculté de Toulouse, avec les avis dudit sieur d'Aguesseau. SA MAJESTE' ESTANT EN SON CONSEIL, en consequence desdits Arrests, a ordonné & ordonne.

I. Que lors qu'il y aura dans la Faculté de Droit Civil & Canonique de l'Université de Toulouse une Chaire vacante, elle sera mise au concours & à la dispute, à laquelle aucun des pre,

tendans ne pourra estre admis, qu'il ne soit Docteur en Droit, & qu'il n'ait au moins l'âge de trente ans accomplis, laquelle dispute finie, il sera procédé à l'élection du plus capable, suivant les anciens Statuts, & conformément à l'Ordonnance de Blois, & les Electeurs donneront leurs suffrages par Buletins & autres marques secretes & non autrement, à peine de nullité, après avoir fait le serment ordinaire & accoutumé de ne donner leurs voix qu'au plus digne, & de ne les avoir promises à personne, directement ou indirectement, ny pris aucun engagement en quelque maniere que ce soit.

2. Declare neanmoins Sa Majesté, qu'elle n'entend empescher la voye de la postulation, pour remplir les Chaires vacantes de Droit Civil & Canonique, pourveu qu'elle se fasse par Buletins ou autre voye secreete, du consentement unanime de tous ceux qui ont droit de suffrage, sans qu'il y en ait aucun d'un avis contraire.

3. Ordonne qu'à l'avenir les Officiers de Judicature actuellement pour-
veus

veus de Charges , ne pourront estre éleus pour remplir lesdites Chaires de ladite Faculté , ny les Professeurs d'icelles , estre pourvus de Charges de Judicature , si ce n'est d'Avocats du Roy dans les Sieges où sont lesdites Facultez, ou que lesdits Officiers ayent vendu leurs Charges , & soient seulement honoraires dans lesdits Sieges.

4. Les Lectures & Theses des Aspirans aux Chaires de Professeurs en Droit Civil & Canonique , se feront à autres heures, que celles des leçons ordinaires desdits Professeurs , lesquels ensemble avec lesdits Docteurs agregez , seront tenus d'assister aux lectures & Theses des Aspirans.

5. Ordonne Sa Majesté , que conformément à l'Arrest du 23. Mars dernier, il y aura dans la Faculté de Droit Civil & Canon de Toulouse , douze Docteurs agregez , lesquels auront voix deliberative & seance entr'eux , dans toutes les Assemblées de ladite Faculté, du jour de leur agregation , après toutesfois les Professeurs , sans aucune diminution des droits utiles & prerogati-

ves desdits Professeurs.

6. Seront tenus lesdits Docteurs agregez, de se trouver à toutes les Assemblées & délibérations de ladite Faculté, avec tous les Professeurs en Droit Civil & Canon, & neanmoins les voix desdits agregez ne pourront prévaloir par le nombre, à celles desdits Professeurs; & en cas d'égalité de voix & de partage; celui qui presidera à la deliberation, aura la voix conclusive: ce qui n'aura lieu neanmoins, quand on donnera les suffrages par Buletins.

7. Et pour faire ladite fonction de Docteur agrege dans ladite Faculté de Droit Canonique & Civil de l'Université de Toulouse; Sa Majesté a nommé les sieurs Galtier, Queyras, Gabiole, Martres, Virazel, Hauteferre fils du Professeur, Duverger aussi fils du Professeur, Turreil, Dequan, Samedies, Jean Duval, Jean Paul de Relongue pour cette premiere fois, & sans tirer à consequence, lesquels prendront rang entr'eux du jour de leurs Lettres de Doctorat.

8. En cas de vacance d'une des pla-

ces desdits Docteurs agregez, il en sera élu un autre par Buletins & voix secretes par ladite Faculté de Droit Civil & Canonique, à la charge que l'Eleu aura trente ans accomplis, qu'il sera Docteur en Droit en l'une des Facultez du Royaume, & qu'il aura au moins les suffrages des deux tiers des Electeurs.

9. Veut aussi Sa Majesté, que si aucun desdits agregez vient à negliger tellement les fonctions de la Faculté, qu'il passe six mois consecutifs sans y assister, n'ayant aucune raison legitime, ou de maladie, ou d'absence, il en soit à sa place choisi un autre, en la maniere qu'il a esté dit en l'article precedent.

10. Les Professeurs de la Faculté de Droit Civil & Canonique en l'Université de Toulouse, commenceront tous les ans leurs leçons le 3. Novembre précilement, & les finiront à la Nôtre Dame du mois d'Aoust.

11. Ils entreront tous les jours, à la reserve des Festes commandées par l'Eglise, & des Jeudys. Ils dicteront & expliqueront une heure entiere, & en-

suite ils exerceront leurs Ecoliers par repetitions & disputes, & en leur faisant mettre les especes des Loys & des Canons, avec les raisons de douter & de decider, au moins pendant une demie heure.

12. Il y aura deux leçons de Droit Civil le matin; Sçavoir, la premiere depuis sept heures & demie, ju'qu'à neuf; & la seconde depuis neuf heures jusqu'à dix & demie; il y en aura pareillement deux l'apresdinée: la premiere depuis une heure ju'qu'à deux & demie; & la seconde depuis deux heures & demie jusqu'à quatre; & dans l'Ecole du Droit Canon, une le matin depuis neuf heures jusqu'à dix & demie, & une l'apresdinée depuis deux heures & demie jusqu'à quatre.

13. Un des quatre Professeurs destinez pour le Droit Civil enseignera la premiere année les Instituts, & la premiere partie du Digeste, & continuera les trois années suivantes d'expliquer de suite en suite & sans rien obmettre, tout ce qui a esté prescrit par Justinien, dans sa Constitution adressée aux Pro-

fesseurs. Il en sera usé de mesme par les trois autres Professeurs : en telle sorte qu'un Professeur commence chaque année un cours de Droit, & qu'il le continue & acheve pendant quatre ans, ils s'attacheront aux matieres & Loys principales, & principalement à la lecture du Texte, dont ils donneront seulement une explication litterale sans s'arrester à dicter de gros Commentaires, & marqueront avec soin le progres & le changement du Droit sur chaque matiere, en rapportant aux Textes qu'ils traiteront, ce qui regarde les mesmes matieres dans le Code & dans les Nouvelles.

14. Chacun des deux autres Professeurs destinez pour le Droit Canon, commencera tous les ans alternativement, la lecture des Decretales de Gregoire IX. qu'il continuera & achevera pendant deux ans; rapportant sur chaque Titre, ce qui regardera les mesmes matieres dans le Decret de Gratien & autres Collections, même dans le Concordat.

15. Ordonne Sa Majesté, qu'en cas

de vacance d'une Chaire en la Faculté de Droit Civil & Canonique de l'Université de Toulouse par maladie, absence ou autre legitime empêchement; le Professeur malade ou absent, sera tenu de substituer en sa place un des Docteurs agregez, pour faire les leçons, & en cas de vacance par mort, ladite Faculté nommera à la pluralité des voix, (en attendant l'élection d'un autre Professeur) un desdits agregez, auquel les appointemens seront payez à proportion, & ce nonobstant toutes Lettres & Arrests à ce contraires.

16. Les Ecoliers qui étudieront en Rethorique ou en Philosophie actuellement, ne pourront prendre les leçons du Droit, ny en obtenir les attestations.

17. Nul Ecolier ne pourra prendre des degrez en une Faculté, qu'il n'y ait estudié, au moins une année continuë. Et quand un Ecolier aura esté refusé ou remis à étudier, il ne pourra obtenir les degrez en une autre Faculté, que celle où il aura esté refusé ou differé, à peine de nullité.

18. Les Ecoliers ne pourront supplier pour le degré de Bachelier, qu'après le quinze May de leur seconde année d'étude, ny pour la Licence, qu'après pareil jour de la troisième année, depuis lequel jour, jusqu'à la Nôtre - Dame d'Aoust, il sera tenu tous les Ieudy de chacune semaine, une Assemblée de la Faculté de Droit Civil & Canonique, pour recevoir les suppliques des pretendants aux degrez de Baccalaureat & de Licence, & leur donner des Examineurs, & la matiere de leurs Theses.

19. Les Examineurs de Baccalaureat & de Licence seront choisis; Sçavoir, deux Professeurs par tour & deux agregez, qui seront tirez au sort du nombre des presents à ladite Assemblée, lesquels Professeurs & agregez, ainsi nommez s'assembleront dans la semaine au iour & heure que le plus ancien Professeur marquera, pour proceder audit examen, après lequel ils donneront leurs suffrages secretement dans une boëte, par un billet, mereau, ou autre marque; en sorte qu'on ne

puisse connoistre de quel avis a esté chacun desdits Professeurs, & agregez. Et ne pourra celuy qui aura esté examiné estre receu à soutenir, qu'il n'ait au moins les voix de trois Examineurs.

20. Les Aspirans aux degrez de Baccalaureat & de Licence qui auront esté jugez capables par leur examen, soutiendront leurs Theses dans six semaines, à compter du jour que la matiere leur en aura esté donnée, sinon & à faute de ce, seront obligez après lescdites six semaines, de prendre une nouvelle matiere, & ne pourront lescdits Ecoliers soutenir aucunes Theses, à l'effet d'obtenir les degrez pendant les vacations.

21. Les Professeurs & les Docteurs agregez presideront alternativement, & par tour entr'eux aux Theses de Baccalaureat, en observant entre lescdits agregez, l'ordre de leur agregation; & quant aux Theses de Licence & de Doctorat, les seuls Professeurs auront droit d'y presider; & les jours pour soutenir lescdites Theses seront reglez par l'ancienneté desdits Professeurs ou agregez.

22. Les Bacheliers & Licentiez, se-

ront obliger d'affister à tous les actes, au moins pendant quatre argumens & six d'entreux, que les Presidens nommeront par tour, suivant le rôle qui en sera tenu par le Secretaire de la Faculté seront tenus de disputer aux actes de Baccalaureat, de Licence & de Doctorat, sans que les autres qui voudront disputer en soient exclus.

23. Deux desdits Docteurs agregez qui seront nommez par tour dans l'Assemblée, en laquelle la matiere des Theses aura esté donnée, seront tenus d'argumenter aux actes de Baccalaureat, de Licence & de Doctorat, après toutefois lesdits Bacheliers & Licentiez.

24. Après que l'Aspirant au degré de Bachelier aura soutenu ses Theses, s'il est jugé capable & admis au degré, il luy en sera délivré dans ladite Faculté, un acte en forme de Certificat, qui sera porté au Chancelier, & sur lequel les Lettres de Bachelier luy seront expédiées, & moyenant ce l'ancien Formulaire de l'acte *discretus* demeurera abrogé.

25. Les Actes pour la Licence, se fe-

ront publiquement en la Chancellerie sur les Loys & Chapitres des Decretales, qui seront donnez, tant par le Chancelier, que par la Faculté, & en cas d'admission audit degré de Licence, les Lettres en seront délivrées par le Chancelier en la maniere accoustumée.

26. Les Aspirans qui voudront obtenir le degré de Docteur, seront tenus un an après la Licence, d'expliquer publiquement une matiere de Droit Civil & Canonique, & de soutenir un troisiéme Acte pendant quatre heures, sur différentes matieres de l'un & de l'autre Droit : lequel Acte se fera dans l'Ecole, & après iceluy il sera conduit en la Chancellerie, pour y estre receu en la maniere accoustumée.

27. Pourront neanmoins les Ecclesiastiques soutenir seulement en Droit Canon, tant les Theses de Baccalaureat, que de Licence & de Doctorat, & ceux de la Religion Pretendue Reformée, seulement en Droit Civil, sans qu'ils soient obligez de prendre les leçons de Droit Canonique.

28. Les Professeurs en Droit Civil & Canon, & tous les Docteurs agregez seront obligez d'assister aux actes de Baccalaureat, de Licence & de Doctorat, & seront les suffrages pour l'admission ou renvoy des Soutenans, donnez secretement après les Actes de Baccalaureat & de Licence en la mesme maniere qu'il a esté dit cy dessus pour les Examineurs, dans une boëte qui sera placée à cet effet dans la salle de la dispute, & qui sera ouverte incontinent après la fin de l'Acte, en presence au moins de deux Professeurs, & de quatre Docteurs agregez.

29. Ne pourront ceux qui ont droit de suffrages donner leurs voix, qu'ils n'ayent entendu au moins quatre arguments, ny ceux qui auront soutenu pour le Baccalaureat & la Licence, estre admis ausdits degrez, qu'ils n'ayent au moins les deux tiers des voix, suivant qu'il se justifiera par l'ouverture de la boëte, après laquelle les Resultats pour l'admission ou renvoy desdits Répondants, seront en même temps inscrits soigneusement sur le Registre de la Fa-

ulté, & signez par les assistans nommez en l'Article precedent.

30. Ceux desdits Docteurs agregez, qui auront esté employez par les Eco-liers, pour les preparer en particulier à leurs actes, ne pourront estre nommez pour les examiner, ny donner leurs voix à leurs receptions aux degrez, ny même argumenter contre eux à leurs Theses.

31. Ordonne Sa Majesté que pour l'execution de ce que dessus, & pour aviser à tout ce qui pourra avancer les Etudes de Droit, le bien & la discipline de la Faculté; il sera tenu tous les premiers Jeudys de chaque mois une assemblée de ladite Faculté, & que les Resultats & Reglements faits dans lesdites Assemblées seront redigez & inscrits sur le Registre de la Faculté, & signez de tous ceux qui y auront assisté. Qu'on reglera dans celle desdites Assemblées, qui se tiendra le premier Jeudy du mois de Juillet, les matieres, la distribution, & le département des leçons pour l'année suivante, en conservant aux Anciens le droit de choisir
les

les heures suivant l'ancien usage.

32. Que les places destinées pour les Ecoliers en Droit Civil & Canonique dans l'Université de Toulouse, ne pourront estre remplies, que par ceux qui étudient actuellement es Droits, à peine de privation desdites places, & d'interdiction des Prieurs qui n'y tiendront pas la main.

33. Qu'un Ecolier du nombre de ceux, qui par les fondations doivent étudier en Droit Civil & Canonique, ne pourra à l'avenir estre receu dans lesdits Colleges de Boursiers de Toulouse, qu'il n'ait atteint l'âge de dix-huit ans, & qu'il ne soit jugé capable de ladite étude de Droit; auquel effet il sera examiné, tant sur les Humanitez, que sur la Philosophie.

34. Qu'aucuns Ecoliers ne pourront estre presentez & nommez, ny receus & admis aux places desdits Colleges pour étudier en Droit Civil & Canonique, qu'ils n'ayent les qualitez portées par les Fondations & Statuts, dont ils feront apparoir par des Certificats en bonne forme; lesquels, ensemble les

Actes de presentation, collation & certificats de capacité, seront transcrits dans un Registre, qui sera tenu à cet effet dans chacun desdits Colleges, & représenté lors des visites qui s'y feront à ceux à qui le droit en appartient.

35. Que ceux qui seront pourvus desdites places pour étudier en Droit, n'en pourront jouir que pendant trois années consecutives seulement à l'égard de ceux qui ne prendront que les degrez de Bachelier & de Licencié en Droit; & jusqu'à cinq ans, pour ceux qui prendront le degré de Docteur. VOULANT SA MAJESTE', déroger en ce aux Statuts desdits Colleges, afin de donner moyen à un plus grand nombre d'Ecoliers de jouir desdites places.

36. Seront tenus ceux qui remplissent lesdites places pour étudier en Droit, d'employer le temps d'étude, conformément & suivant les ordres portez par l'Edit de 1679. sinon & à faute de ce faire, ils seront exclus desdites Bourses: ausquelles comme vacantes & impetrables, ceux qui ont droit d'y nommer, seront obligez d'y pourvoir d'au-

tres personnes étudiants en Droit , qui ayent les qualitez requises.

37. Fait Sa Majesté tres-expresses inhibitions & défenses aux Prestres & Collegiats desdits Colleges , d'admettre aucune resignation , demission ny presentation verbales , ou par écrit desdits Prestres ou Collegiats , dont les places viendront à vaquer , ausquelles il sera pourveu par ceux à qui le droit en appartient , suivant les Fondations & Statuts : à peine de nullité & privation des places de ceux qui auront eu part à l'admission desdites resignations, demissions ou presentations verbales.

38. Et voulant sa Majesté en execution de l'article quatorze de l'Edit du mois d'Avril 1679. regler tout ce qui concerne l'établissement & fonction du Professeur en Droit François, a ordonné & ordonne , que ledit Professeur du Droit François de la Faculté de Droit Civil & Canonique de l'Université de Toulouse , nommé par Sa Majesté, aura dans les Assemblées de la Faculté, rang & seance entre le Doyen & le second Professeur de ladite Faculté , sans qu'il

puisse estre Doyen , ny participer aux émolumens desdits Professeurs, jouïra des mêmes honneurs, prerogatives, privileges, habillemens & autres avantages, assistera à toutes les Assemblées de ladite Faculté, & y aura voix délibérative.

39. Ledit Professeur commencera tous les ans ses leçons le lendemain de la S. Martin, & les finira le sept de Septembre. Il entrera les aprèsdînées aux mêmes jours que les autres Professeurs, dictera & expliquera en François une heure entiere, & ensuite il exercera les Ecoliers par repetitions & questions pendant une demie heure.

40. Il expliquera pendant les six premiers mois les Ordonnances, tant de Sa Majesté que des Roys ses Predecesseurs, en disposant les matieres, & les conciliant les unes avec les autres, ou faisant entendre les derogations aux premieres par les posterieures, & il employera le reste de l'année, à expliquer l'usage des Fiefs & autres Generalités du droit François, qui ont lieu dans le pays de droit écrit, rapportant sur cha-

que matiere les principaux Arrests, qui sont intervenus servans de prejugez.

41. Que tous ceux qui voudront estre receus au serment d'Avocat, seront tenus pendant l'une des trois années, & pour tenir lieu d'une des deux leçons, qui sont d'obligation, de prendre celle du Droit François, de s'inscrire quatre fois, & d'en prendre à la fin de l'année les attestations, conformément à l'article quinze de l'Edit de 1679.

42. Aucun ne pourra estre receu au serment d'Avocat, s'il ne rapporte outre ses lettres de degrez en Droit Civil & Canon, les attestations d'une année d'étude en Droit François, & d'en avoir pris pendant icelle toutes les leçons.

43. Le Professeur en Droit François, après vingt années de fonction, en qualité de Professeur, aura séance honoraire dans le Siege Presidial & Seneschauſſée de la ville de Toulouse, après le Doyen des Conseillers; & voix délibérative en toutes les affaires; & à cet effet, luy en seront lors Lettres Patentes expédiées, se réservant Sa Majesté d'a-

breger le temps de vingt années, en faveur de ceux qui l'auront mérité par leur application & leur capacité dans ladite fonction de Professeur en Droit François.

44. Ordonne Sa Majesté, qu'en cas de vacance de ladite Chaire de Droit François par mort ou autrement, le Procureur General du Parlement de Toulouse, pourra proposer trois personnes qui ayent les qualitez & capacités nécessaires, dont il donnera avis à Monsieur le Chancelier, pour sur le compte qu'il en rendra à Sa Majesté, estre par elle choisi celle des trois personnes qu'elle estimera à propos.

45. Aucun ne pourra estre élu pour Professeur en droit François, qu'il ne soit Avocat, & n'en ait fait fonction, au moins pendant dix ans avec reputation, ou qu'il n'ait pendant le mesme temps exercé avec honneur une Charge de Judicature.

46. En cas de vacance de ladite Chaire de Professeur en Droit François, par maladie, absence, ou autre legitime empeschement, il substituera à sa place

un des Docteurs agregez ; & en cas de vacance par mort , la Faculté nommera à la pluralité un desdits Docteurs agregez , auquel les appointemens seront payez à proportion ; à la charge neanmoins qu'en l'un & l'autre cas ledit Docteur agrege sera Avocat.

47. Les droits desdits Professeurs & agregez en la Faculté de Toulouse, seront payez ainsi qu'il ensuit : Sçavoir , pour les attestations de deux années d'étude , pour parvenir au degré de Bachelier , quatre livres ; pour l'examen du Bacalaureat huit livres ; pour les Lettres de Bachelier trente livres ; pour l'attestation de l'année de Licence, quatre livres ; pour l'examen de la Licence, huit livres ; pour les Lettres de Licence, cinquante livres : la moitié de laquelle somme montant à cent quatre livres, devant estre payée en douze parties égales pour les douze inscriptions, qui doivent se faire pendant les trois années d'étude , suivant l'Arrest du Conseil du vingt-trois Mars 1680. ce sera pour chaque inscription quatre livres

six sols huit deniers, & moyenant ce
 sera deduit de chacune des sommes cy-
 dessus, la moitié en prenant lesdits de-
 grez : pour les Lettres de Doctorat,
 soixante-deux livres. Les droits desdits
 agregez seront reglez & payez, outre
 ceux cydessus, entre les mains du Bedeau
 de la Faculté de Droit Civil & Canoni-
 que; sçavoir à chacun des deux agregez
 qui assisteront à l'examen de Bacala-
 ureat, quarante sols, quatre liv. Aux deux
 qui auront argumenté à l'acte de Bache-
 lier, & à quatre autres qui seront ti-
 rez au sort, entre ceux qui auront esté
 presens audit acte de Bachelier, & en-
 tendu au moins quatre argumens, à
 raison de quarante sols chacun, douze
 livres. Aux deux agregez, qui exami-
 neront pour la Licence, à raison de
 quarante sols chacun, quatre livres. A
 six Docteurs agregez; sçavoir, aux
 deux qui auront argumenté à l'acte de
 Licence, & à quatre autres qui seront
 tirez au sort entre ceux qui auront esté
 presens audit acte de Licence, & en-
 tendu au moins quatre arguments, à

raison de quarante sols, douze livres. A celuy des agregez qui presidera aux actes de Bacalaureat à son tour, quatre livres, A six Docteurs agregez, sçavoir aux deux qui auront argumenté à l'acte de Doctorat, & à quatre autres qui seront tirez au sort, entre ceux qui auront esté presens audit acte de Doctorat, & entendu au moins quatre argumens, à raison de quarante sols, douze livres. Ce qui sera payé ausdits agregez sans autres droits ny participation aux émolumens appartenans aux six Professeurs. Les droits dudit Professeur en Droit François seront payez; sçavoir pour les attestations d'une année d'étude en Droit François, six livres. MANDÉ & ordonne Sa Majesté audit sieur d'Aguesseau, d'installer lesdits Docteurs agregez, & de faire enregistrer en sa presence aux Registres de ladite Faculté de Toulouse le present Arrest, pour estre executé selon sa forme & teneur, & estre les Reglemens y contenus ajoûtez aux anciens, lesquels au surplus seront observez, en ce qu'ils ne sont point con-

traies ausdites Lettres Parentes du
mois d'Avril, mil fix cens soixante-
dix-neuf, & aux articles contenus au
present Arrest, FAIT au Conseil d'E-
stat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu
à Versailles le 16. jour de Juillet 1681.
PHELYPEAUX, signé.

L OUIS par la grace de Dieu Roy
de France & de Navarre ; A no-
stre amé & feal Conseiller en nos Con-
seils, Maistre des Requestes ordinaire
de nostre Hostel, President au grand
Conseil, Intendant de la Justice, Po-
lice & Finances en Languedoc le sieur
d'Aguesseau, SALUT. Nous voulons
& vous mandons par ces presentes sig-
nées de nostre main, que l'Arrest cy-
attaché sous le contreseel de nostre
Chancellerie, ce jourd'huy donné en
nostre Conseil d'Estat, Nous y estant,
vous ayez à executer & faire executer
selon sa forme & teneur, Comman-
dons au premier nostre Huissier ou
Sergent sur ce requis, de signifier le-
dit Arrest à tous qu'il appartiendra, &
de faire pour ladite execution tous ex-

ploits, significations, & autres actes
requis & necessaires, sans demander
autre permission: CAR tel est nostre
plaisir. Donné à Versailles le 16. jour
de Juillet, l'an de grace 1681. & de
nostre Regne le 39. Signé, LOUIS.
Par le Roy PHELYPEAUX. Signé, &
scellé.



*DECLARATION DU ROY,
pour amplifier à l'Edit du
mois d'Avril 1679. pour le
Droit Civil & Canon: Avec
l'Arrest du Registre du Par-
lement de Toulouse.*

L O U I S par la grace de Dieu
Roy de France & de Navarre : A
tous ceux qui ces presentes lettres
verront ; Salut : Nous avons toujours
consideré comme la principale de nos
obligations, celle de faire regner la ju-
stice dans nos Estats, & afin de donner
à ceux qui se destinent à ce ministe-
re, les moyens d'acquérir la Doctrine
& la capacité convenable, en leur im-
posant la necessité de s'instruire des
principes de la jurisprudence, tant des
Canons & du Droit Romain, que du
Droit François : Nous avons par nô-
tre Edit du mois d'Avril dernier fait
les reglemens que nous avons crû estre
neces-

nécessaires, tant pour le rétablissement
 des lettres que pour le temps des Estu-
 des. Et bien que par iceluy nostredit
 Edit nous ayons expliqué que nul ne
 pourroit estre pourvû d'aucune charge
 de judicature, sans faire apparoir de
 ses Lettres de Licentié endossées du
 serment d'Avocat : neanmoins, parce
 qu'il n'a pas esté particulièrement fait
 mention des Juges, que les Seigneurs
 ayant droit de Justice établissent dans
 leurs terres, ny des Officiaux qui sont
 establis par les Evêques dans leurs
 Dioceses, & qu'il n'importe pas moins
 qu'ils ayent chacun à leur égard, la
 Doctrine & la capacité nécessaire pour
 leur ministère : Sçavoir faisons que
 nous pour ces causes & autres à ce
 nous mouvants, de nostre certaine
 science, pleine puissance & autorité
 Royale, en amplifiant nostre Edit du
 mois d'Avril dernier : Nous avons dit,
 déclaré & ordonné, disons, declarons
 & ordonnons par ces presentes signées
 de nostre main:, voulons & nous plaist
 qu'à l'advenir; & vacation arrivant des
 charges de Bailly, Seneschal, Prevost,

Chatellain, ou autre chef des Justices Seigneuriales de nostre Royaume, qui sont tenuës en Pairie, ou dont l'appel ressortit nuëment en nos Cours de Parlement en matiere civile: nul ne puisse estre pourveu desdites charges s'il n'est Licentié, & n'a fait le serment d'Avocat, dont il sera tenu rapporter la Matricule. Voulons pareillement qu'aucun Ecclesiastique ne puisse à l'avenir estre admis à faire aucune fonction d'Official, qu'il ne soit Licentié en Droit Canon; le tout à peine de nullité des Sentences & jugemens qui seront rendus par lesdits Juges & Officiaux. Et parce qu'il pourroit arriver que ceux de nos sujets qui voudroient se faire pourvoir des charges de judicature pour s'exempter d'estudier pendant le temps qui est porté par l'article six de nostredit Edit, pourroient aller prendre des attestations d'estude dans les Uniuersités estrangeres, & mesme des degrez & des lettres de Licencié pour estre ensuite receus Avocats: ce que voulans prevenir & pourvoir à l'entiere execution de nostredit

Edit : Nous de la même puissance & autorité que dessus , avons dit & ordonné , disons & ordonnons, voulons & nous plaist , que nos fujets de quelle qualité qu'ils soient , ne puissent estre receus à prendre aucuns degrez , ny Lettres de Licentié esdites facultez de Droit Civil & Canonique en vertu des certificats ou attestations d'estude qu'ils auroient obtenuës es Universitez situées es Royaumes & pays estrangers , ny pareillement estre receus au serment d'Avocat , sur les degrez & lettres de Licentié qu'ils pourroient avoir obtenuës dans les mêmes Universitez estrangeres ; mais seront tenus de faire les années d'estude , soutenir les actes , & satisfaire à tout ce qui est porté par nostredit Edit. Pourront neanmoins les Estrangers estre admis aux estudes dans les Universitez de nostre Royaume , même y prendre les degrez en vertu des attestations du temps des estudes d'une ou plusieurs années dans lesdites Universitez estrangeres , bien & deuëment signées & legalisées ; mais ne pourront lesdits de-

grez leur servir dans nostre Royaume:
 & à cet effet sera fait mention dans
 lescdites lettres de Licentié desdits cer-
 tificats & attestation d'estude, faite
 dans lescdites Universitez estrangeres.
 Si donnons en mandement à nos amez
 & feaux, les Gens tenans nostre Cour
 de Parlement à Toulouse, que ces
 presentes ils ayent à enregistrer, & le
 contenu en icelles faire entretenir, gar-
 der & observer, sans permettre qu'il
 y soit contrevenu en quelle sorte &
 maniere que ce soit; CAR tel est no-
 stre plaisir, en témoin dequoy nous
 avons fait mettre nostre seel à cescdites
 presentes. **DONNE'** à S. Germain en
 Laye, le vingt-six jour de Janvier,
 l'an de grace mil six cens quatre-vingts
 & de nostre Regne le trente-septième.
 Signé, **LOUIS**, & sur le reply par le
 Roy, **PHELYPEAUX**.

*EXTRAIT DES REGISTRES
du Parlement.*

V EU la Declaration du Roy donnée à S. Germain en Laye le 20. Janvier 1680. signé Loüis & sur le reply par le Roy Phelypeaux, sceillée du grand sceau en cire jaune, par laquelle Sa Majesté ordonne qu'à l'avenir, & vacation arrivant des Charges de Bailly, Seneschal, Prevost, Chatellain, ou autre Chef de Justice, Seigneuriales de son Royaume, qui sont tenuës en Pairie, ou dont l'appel ressortit nuëment en ses Cours de Parlement en matiere civile; nul ne puisse estre pourveu desdites Charges, s'il n'est Licentié, & n'a fait le service d'Avocat, dont il sera tenu rapporter la matricule; Veut pareillement qu'aucun Ecclesiastique ne puisse à l'avenir estre admis à faire la fonction d'Official qu'il ne soit Licentié en Droit Canon; le tout à peine de nullité des Sen-

rences & Jugemens qui seront rendus par lesdits Juges & Officiaux. Et parce qu'il pourroit arriver que ceux de ses sujets qui voudroient se faire pourvoir des charges de Judicature pour s'exempter d'estudier pendant le temps qui est porté par l'article six de son Edit du mois d'Avril 1679. pourroient aller prendre des attestations d'estude, dans les Universitez estrangeres, & memes des degrez & des lettres de Licentié pour estre ensuite receus Avocats : ce que voulant prevenir & pourvoir à l'entiere execution dudit Edit: Sadite Majesté ordonne que ses sujets de quelque qualité qu'ils soient, ne puissent estre receus à prendre aucuns degrez ny lettres de Licentié esdites Facultez de Droit Civil & Canonique, en vertu des certificats ou attestations d'estude qu'ils auroient obtenues es Universitez situées es Royaumes & Pays estrangers, ny pareillement estre receus au serment d'Avocat sur les degrez & lettres de Licentié qu'ils pourroient avoir obtenues dans les memes Universitez estrange-

res : mais seront tenus de faire les années d'étude , soutenir les actes , & satisfaire à tout ce qui est porté par son-
dit Edit. Pourront néanmoins les Estrangers estre admis aux estudes dans les Universitez de son Royaume, mêmes y prendre les degrez en vertu des attestations du temps des estudes d'une ou plusieurs années dans les Universitez estrangeres, bien & deuëment signées & legalisées ; mais ne pourront lesdits degrez leur servir dans son Royaume ; & à cet effet sera fait mention dans lesdites lettres de Licentia desdits certificats & attestation d'estude faits dans lesdites Universitez estrangeres. Oüy sur ce le Procureur General du Roy. LA COUR a ordonné & ordonne que ladite Declaration sera enregistrée en ses Registres , pour le contenu en icelle estre gardé & observé selon sa forme & teneur. Prononcé à Toulouse en Parlement le 15. Juin 1680.

Mr. DE VIGUERIE Rap.

Collationné C O N T E.

*DECLARATION DV ROY,
du 6. Aoust 1682. Portant
Reglement pour les Uni-
versitez de Toulouse, Mont-
pelier & Caors.*

L OUIS, par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, SALUT: Nous aurions par nostre Edit du mois d'Avril 1679. donné pour le reestablissement des Estudes du Droit Canonique & Civil dans toutes les Universitez de nostre Royaume, ordonné entr'autres choses, par l'article III. qu'il nous feroit donné avis par chacune des Facultez de Droit, de toutes les choses, qui seroient estimées utiles & nécessaires pour le rétablissement des Estudes dudit Droit Canonique & Civil: & par l'article XIV. dudit Edit, Nous aurions déclaré que nous voulions, que

le Droit François contenu dans nos Ordonnances & dans les coûtumes, fut publiquement enseigné; & qu'à cet effet, nous nommerions de Professeurs, qui feroient de leçons publiques de la Jurisprudence Françoisse dans toutes lescdites Facultez; & pour asseurer d'avantage l'exécution de nostredit Edit, Nous aurions ordonné, qu'il seroit ajouté dans toutes lescdites Universitez aux Professeurs de Droit, un nombre suffisant de Docteurs agregez, lesquels assisteroient avec lescdits Professeurs aux Examens, aux Theses, aux Receptions desdits Aspirans & autres Assemblées & fonctions desdites Facultez: Sur quoy il Nous auroit esté proposé de faire quelques reglemens dans les Facultez de Droit de Toulouse, Montpellier & Caors, concernant le rétablissement des Estudes de Droit & la discipline desdites Facultez, & les droits qui doivent estre pris pour les degrez. Nous aurions aussi fait choix de quelques personnes d'une capacité connue, pour en qualité de Docteurs Agregez, composer

avec lesdits Professeurs & Docteurs, le Corps des Facultez : Et Nous aurions nommé un Professeur de Droit François en chacune desdites Facultez : Et voulant que ce que nous avons fait pour l'entiere execution de nostredit Edit, & pour le rétablissement des Estudes de Droit Canonique & Civil, & de la discipline desdites Facultez dans toutes les Universitez de nostre Royaume, soit inviolablement observé. A CES CAUSES & autres à ce nous mouvans, de nostre propre mouvement, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons par ces presentes signées de nostre main, voulons & nous plaist.

I. Premièrement, que les articles servans de Reglement pour les Facultez de Droit Canonique & Civil des Universitez de Toulouse, Montpellier & Caors, cy attachez sous le contrescel de nostre Chancellerie, soient executez selon leur forme & teneur, & ajoutez aux anciens Statuts & Reglemens desdites Facultez, lesquels au surplus

seront observez ainsi que par le passé, en ce qu'ils ne sont contraires à nostre Edit, & à ces presentes.

2. Voulons que les Docteurs Agregez, par nous nommez & establis dans lesdites Facultez, soient du corps d'icelles, qu'ils y ayent seance & voix deliberative dans toutes les Assemblées après les Professeurs, sans rien innover aux droits utiles & prerogatives desdits Professeurs : & neanmoins les voix desdits Agregez ne pourront prevaloir par le nombre, à celles desdits Professeurs ; & en cas d'égalité de voix & de partage, celui qui presidera à la deliberation aura la voix conclusive, si ce n'est que les suffrages soient donnez par Buletins.

3. Lors que les pretendans aux degrez presenteront leurs suppliques aux Assemblées pour obtenir des Examineurs : l'on tirera au fort deux desdits Professeurs & deux des Docteurs agregez, pour proceder audit Examen, suivant les Statuts.

4. Les Docteurs Agregez presideront alternativement, & chacun à leur

tour avec les Professeurs aux Theses de Bacalaureat : & à l'égard des Theses de Licence & de Doctorat , ils y pourront presider au lieu du Professeur qui sera de tour , quand ils en seront par luy requis ; sans qu'il soit necessaire à cet égard d'observer le tour desdits Agregez.

5. Lors qu'aucun desdits Professeurs ne pourra faire les leçons publiques , par absence ou autre empeschement legitime , il sera substitué l'un desdits Docteurs Agregez , pour faire lesdites leçons.

6. Seront tenus lesdits Docteurs Agregez , d'assister assidûment à tous les Actes pendant quatre argumens au moins , pour juger de la capacité du répondant , & donner leurs suffrages : & ensuite ils assisteront avec les Professeurs à l'ouverture de la boîte après les Actes , & signeront les deliberations pour l'admission ou le refus qui seront inscrits sur le Registre desdites Facultez.

7. Si aucun desdits Agregez vient à negligier tellement les fonctions de la faculté,

Faculté , qu'il passe six mois consecutifs sans y assister , il en sera élu un autre en sa place.

8. Lesdits Docteurs Agregez , qui auront esté employez par les Ecoliers , pour les exercer en particulier , ne pourront estre nommez pour les examiner , ny donner leurs voix à leurs receptions aux Degrez dans lesdites Facultez.

9. Lors qu'il decedera , ou manquera aucuns desdits Agregez , il y sera pourveu par l'élection, qui sera faite par lesdites Facultez ; à la charge que l'Eleu aura trente ans accomplis ; qu'il sera Docteur en Droit en l'une des Facultez du Royaume ; & qu'il aura au moins les suffrages des deux tiers des Electeurs. Et seront lesdits Agregez choisis parmy ceux qui font profession d'enseigner le Droit Canonique & Civil dans les lieux où sont establies lesdites Facultez , ou entre les Avocats frequentans le Barreau, & mesmes entre les Magistrats & Juges honoraires des Sieges desdits lieux.

10. Les droits desdits Agregez se-

ront payez entre les mains du Bedeau de chacune Faculté , suivant le tableau qui en sera fait , & sans aucune diminution des Droits & émolumens appartenans aux Professeurs.

11. Ordonnons que le Professeur du Droit François, & ceux que nous nommerons à l'avenir , seront du Corps desdites Facultez , & auront voix deliberative dans toutes les Assemblées & seance entre le plus ancien & le second Professeur : sans qu'il puisse devenir Doyen , ny participer aux gages & émolumens desdits Professeurs,

12. Le Professeur du Droit François sera tenu de faire l'ouverture des leçons en même temps que les autres Professeurs , & d'entrer les mêmes jours , & pendant une heure & demie de l'apresdinee. au moins Il dictera & expliquera en Langue Françoise le Droit contenu dans nos Ordonnances , & de nos Predecesseurs , & dans les coutumes.

13. Ordonnons , que tous ceux qui voudront estre receus au serment d'Avocat , seront tenus de prendre la le-

çon du Droit François pendant l'une des trois années d'estude ordonnées par nostre Edit du mois d'Avril 1679. laquelle tiendra lieu d'une des leçons qui sont d'obligation : Et à cet effet, seront tenus les Estudians de s'inscrire sur les Registres des Facultez, conformément à l'article 18. de nostred. Edit; & d'obtenir à la fin de ladite année, une attestation particuliere dudit Professeur en Droit François, laquelle sera jointe aux Lettres de Licence, à peine de nullité : & pour laquelle attestation le Professeur du Droit François recevra six livres de chacun desdits Estudians.

14. Ordonnons, que lesdits Professeurs de Droit François de chacune desdites Facultez, après avoir enseigné pendant vingt années consecutives auront voix deliberative, & seance dans le Siege Royal de la ville, dans laquelle ils auront enseigné ; & qu'à cet effet toutes Lettres Patentes leur seront expediees: Nous reservant néanmoins d'abreger le temps desdites vingt années, en faveur de ceux qui

l'auront merit  par leur application & leur capacité dans la fonction de Professeur de Droit François.

15. Voulons qu'en cas de vacance desdites Chaires du Droit François par mort ou autrement, nos Avocats & Procureur General de nostredite Cour de Parlement de Toulouse, puissent proposer à nostre tres-cher & feal Chancelier de France, trois personnes qui ayent les qualitez necessaires: pour sur le compte qu'il nous en rendra, estre par Nous choisi celle de trois personnes que Nous estimerons la plus digne: sans qu'aucun puisse estre nommé auxdites Charges & Chaires de Professeur de Droit François, qu'il ne soit Avocat, & n'ait fait les fonctions de Barreau, au moins pendant dix années avec assiduité ou succez: ou qu'il n'ait pendant ledit temps exercé une charge dans nos Justices.

16. Pour donner moyen aux Professeurs de recevoir partie des émolumens de leurs Chaires plus promptement & commodement, ordonnons que la moitié des droits qui doivent

estre payez pour les degrez de Baccalaureat & de Licence dans chacune desdites Facultez, sera distribuée également & partagée pour chacune Matricule ou inscription, qui seront faites sur les Registres desdites Facultez pendant les trois années d'Estude, conformément à nostredit Edit, & qu'en consequence du payement qui sera fait par tous les Estudians pour chacune desdites inscriptions, pareille somme leur sera deduite, moitié sur les droits du degré de Bachelier, & moitié sur les droits pour les Lettres de Licence, lors qu'ils prendront lesdits degrez: ce qui sera marqué sur le Tableau des Droits de chacune desdites Facultez.

17. Afin que ceux qui ne pourroient sans secours employer les années portées par nostredit Edit pour les Estudes de Droit, ayent moyen de subsister: Ordonnons que les Places & Bourses fondées dans toutes les Universitez de nostre Royaume, pour les Estudians en Droit, ne puissent estre remplies par d'autres, & que ceux qui

ont droit d'y nommer & presenter, soient tenus incessamment de le faire en faveur des pauvres Ecoliers qui ayent étudié ces Lettres Humaines & en Philosophie, pour jouir desdites Bourses pendant trois années consecutives, par ceux qui ne prendront que les degrez de Bachelier & Licentié en Droit & jusqu'à cinq ans par ceux qui prendront le degré de Docteur. Et seront tenus ceux qui seront pourvus desdites Bourses, d'employer le temps d'Estude conformément à nostredit Edit & Reglement desdites Facultez : sinon & à faute de ce faire seront exclus desdites bourses, auxquelles il sera incessamment pourveu par ceux qui ont droit d'y nommer d'autres personnes étudiants en Droit; Et pour éviter à l'avenir qu'il ne se commette aucun abus à cet égard, Nous ordonnons aux principaux desdits Colleges où sont fondées lesdites bourses destinées aux Estudians en Droit, de se faire représenter exactement par lesdits Estudians les attestations des Professeurs de la Fa-

culté où ils prendront leurs degrez, & d'envoyer à nostre Procureur General par chacun an, à la Feste S. Martin, un certificat, contenant le nombre des bourses destinées aux Estudians en Droit, le nom de ceux qui les remplissent, & les temps de leurs Estudes : & en consequence, Enjoignons à nostredit Procureur General de tenir la main à l'execution de ce que dessus.

18. Deffendons aux Docteurs Agregez & à tous autres dans les Facultez de Droit de nostre Royaume, d'enseigner publiquement, ny assembler des Ecoliers chez eux, sous les peines portées par nostredit Edit, mais pourront seulement aller dans les maisons de ceux qui voudront faire des repetitions particulieres.

19. Pour exciter l'application & l'émulation de ceux qui font profession desdits Estudes de Droit, Nous voulons & ordonnons qu'à l'avenir, vacation arrivant d'aucunes des Chaires de Professeurs dans lescrites Facultez de nostre Royaume : nul n'en puisse estre pourveu, que par la voye de la dis-

pute & du concours , conformément aux Statuts & Reglemens de chacune desdites Facultez.

20. Ordonnons qu'à l'avenir nul Officier de Judicature ne pourra estre élu pour remplir les Chaires de Professeurs dans lesdites Facultez , si ce n'est , qu'il n'ait resigné sa Charge & soit seulement honnoraire : ne pourront aussi aucuns desdits Professeurs estre pourvus de Charges de Judicature , si ce n'est de celles d'Avocat du Roy dans les Sieges où sont establies lesdites Facultez.

21. Comme nous avons esté informez , que quelques personnes se font inscrire sur les Registres desdites Facultez, pendant mêmes qu'ils étudient encore en Philosophie ou en Humanitez , ce qui éluderoit entierement le fruit de nostredit Edit , Nous voulons que pour empescher ce desordre , nul ne puisse s'inscrire sur lesdits Registres pour commencer l'estude de Droit, qu'il n'ait atteint l'âge de dix-huit ans accomplis , dont ils feront apparôître aussis Professeurs par leurs extraits

baptistaires, legalizez par les Juges des lieux à peine de nullité : Ordonnons même que les inscriptions qui ont esté faites jusqu'à present auparavant ledit âge , soient nulles & de nul effet.

22. Voulons en outre , que nul Eco-
lier ne puisse obtenir aucuns des de-
grez de Bachelier, ou de Licentié, qu'il
n'ait étudié au moins une année dans
l'Université où il prendra ledit De-
gré ; & que pour le surplus du temps
d'étude qu'il a faite dans les autres
Universitez , il ne rapporte outre les
extraits de ses immatricules , les atte-
stations des Docteurs de ladite Uni-
versité , portant qu'il a estudié avec as-
sidueité , & qu'ils ont veu les cayers
écrits de la main desdits Ecoliers, sui-
vant l'article six de nostredit Edit : &
en cas qu'aucun ait esté refusé ou ren-
voyé pour étudier , il ne pourra obte-
nir ses degrez qu'en la même Faculté
où il aura esté refusé , ou remis à étu-
dier , sous peine de nullité. Et seront
tenus les Professeurs à la fin de cha-
que année , de donner certificat aux
Ecoliers de l'estude qu'ils auront faite
chez eux.

23. Pour ne pas exclurre entierement ceux qui ont vingt-sept ans passez, de prendre des Degrez en Droit Canonique & Civil: Voulons & Ordonnons qu'ils puissent en justifiant par leurs extraits baptistaires en bonne forme qu'ils ont vingt-sept ans, se presenter pour subir les Examens, & soutenir les Theses, & obtenir les degrez de Bachelier & de Licentié dans l'intervalle de trois en trois mois: & s'ils sont trouvez suffisans & capables, les lettres de Bachelier & de Licentié leur seront expediees, sur lesquelles ils pourront estre receus au serment d'Avocat.

Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans nostre Cour de Parlement de Toulouse, que ces presentes ils ayent à faire lire, publier & enregistrer & le contenu en icelles entretenir, garder & observer selon sa forme & teneur, sans y contrevenir, ny souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere que ce soit: CAR tel est nostre plaisir: en témoin de quoy Nous avons fait mettre nostre seal à celsdites presentes. **DONNE'** à Versailles

les le 6. Aoust, l'an de grace 1682. &
de nostre Regne le quarantième. Signé
LOUIS, & plus bas Par le ROY,
PHELYPEAUX.

EXTRAIT DES REGISTRES
de Parlement.

VEU les Lettres Patentes du Roy
données à Versailles le fixième
du mois d'Aoust dernier, signées
LOUIS, Et plus bas par le Roy,
PHELYPEAUX, & seellées du grand
Seeau de cire jaune, portant Reglement
pour les Facultez de Droit de Toulou-
se, Montpellier, & Caors: Lesdites
lettres contenant vingt-trois articles,
deux extraits des Registres de la Facul-
té de Droit de Toulouse, & Montpe-
lier des 28. Juillet, & premier Octo-
bre 1682. & un autre de celle de Caors,
y attachez: & ouïy sur ce le Procureur
General du Roy, LA COUR
Ordonne, que lesdites Lettres Pa-
tentes seront enregistrées dans ses
Registres, pour le contenu en icelle

estre executé suivant sa forme & teneur,
 DONNE' à Toulouse en Parlement le
 10. Mars 1683. Collationné FOURNAI-
 RON. Signé DE LA CROIX. Contrôllé
 DARQUIER. Mr. DE VIGUERIE
 Rapporteur.

*Collationné par nous Conseiller, & Se-
 cretaire du Roy, Maison & Couronne
 de France en la Chancellerie de Tou-
 louse.*



*EXTRAIT DES REGISTRES
de la Faculté du Droit de l'U-
niversité de Toulouse.*

NOuveau Reglement pour lad. Fa-
culté, en execution de l'article
troisième de l'Edit du mois d'Avril
de l'année 1679. pour le rétablisse-
ment des Estudes du Droit Canoni-
que, & Civil.

Lors qu'il y aura dans la Faculté
du Droit Civil, & Canonique de
l'Université de Toulouse, une Chai-
re vacante : elle sera mise au con-
cours, & à la dispute, à laquelle au-
cun des Pretendans ne pourra estre
admis, qu'il ne soit Docteur en Droit,
& qu'il n'ait au moins l'âge de trente
ans accomplis : laquelle dispute finie,
il sera procedé à l'Electiôn du plus
capable, suivant les anciens Statuts,
& conformement à l'Ordonnance de
Blois, & les Electeurs donneront
leurs suffrages par buletins & autres

marques secretes & non autrement, à peine de nullité, après avoir fait le serment ordinaire & acoustumé de ne donner leur voix qu'au plus digne, & de ne les avoir promises à personne, directement, ou indirectement, ny pris aucun engagement en quelque maniere que ce soit.

2 La voye de postulation sera admise sous le bon plaisir du Roy, pour remplir les Chaires vacantes de Droit Civil, & Canonique, pourveu qu'elle se fasse par Buletins, ou autre voye secrette, du consentement unanime de tous ceux qui ont droit de suffrage, sans qu'il y en ait aucun d'un advis contraire.

3 Les Officiers de Judicature actuellement pourvus de charges, ne pourront à l'advenir être élus pour remplir lesd. Chaires de lad. faculté, si ce n'est les Advocats du Roy, dans le Siege où est ladite Faculté, ou que lesdits Officiers aient vendu leurs charges, & soient seulement honoraires dans lesdits Sieges.

4 Les lectures de Theses des Aspirans

aux Chaires des Professeurs en Droit Civil, & Canon, se feront à autres heures, que celles des Leçons ordinaires desdits Professeurs; lesquels ensemble avec lefd. Docteurs Agregés seront tenus d'assister aux lectures, & Theses des Aspirans.

Il y aura dans la Faculté du Droit Civil, & Canon douze Docteurs Agregés, lesquels auront voix deliberative, & Seance entre eux dans toutes les assemblées de ladite Faculté, du jour de leur Agregation, après toutes-fois les Professeurs, sans aucune diminution des droits utiles, & prerogatives desdits Professeurs.

Seront tenus tous lefdits Docteurs Agregés, de se trouver à toutes les assemblées, & deliberations de ladite Faculté, avec tous les Professeurs en Droit Civil & Canon, & neantmoins les voix desdits Docteurs Agregés, ne pourront prevaloir par le nombre, à celle desdits Professeurs. Et en cas d'egalité de voix, & de partage: celui qui presidera à la deliberation, aura la voix conclusive, ce qui n'aura lieu

neanmoins ; quand on donnera les suffrages par buletins.

7 En cas de vacance d'une des places desd. Docteurs Agregez , il en sera élu un autre par buletins & voix secrettes par lad. Faculté de Droit Civil , & Canonique ; à la charge que l'Esleu aura trente ans accomplis , & qu'il sera Docteur en Droit en l'une des Facultez du Royaume , & qu'il aura au moins le suffrage des deux tiers des Electeurs.

8 Si aucun desd. Agregez vient à negliger tellement les fonctions de la Faculté , qu'il passe six mois consecutifs, sans y assister, n'ayant aucune raison legitime , ou de maladie , ou d'absence : il en sera choisi un autre à sa place , en la maniere qu'il a esté dit en l'article precedant.

9 Les Professeurs de la Faculté de Droit Civil , & Canonique en l'Université de Toulouse , commenceront tous les ans leurs Leçons , le troisiém. Novembre precisement , & les finiront à la Nostre Dame du mois d'Aoust.

10 Ils entreront tous les jours , à la re

serve des Fêtes commandées par l'Eglise ; & les Jeudis. Ils dicteront , & expliqueront une heure entiere , & en suite , ils exerceront les Ecoliers par repetitions , & disputes , en leur faisant mettre les especes des Loix , & des Canons avec les raisons de douter , & de decider , au moins pendant une demy heure.

Il y aura deux leçons de Droit Civil le matin ; sçavoir , la premiere depuis sept heures & demy , jusques à neuf : & la seconde , depuis neuf heures jusques à dix & demy. Il y en aura pareillement deux l'apresdinée , la premiere depuis une heure jusqu'à deux & demy ; & la seconde depuis deux heures & demy jusques à quatre ; & dans l'Ecole du Droit Canon , une le matin depuis neuf heures , jusques à dix & demy ; & une l'apresdinée , depuis deux heures & demy , jusques à quatre.

Un des quatre Professeurs destinez pour le Droit Civil, enseignera la premiere année les Institutes & la premiere partie du Digeste ; & continuera

les trois années suivantes d'expliquer de suite en suite, & sans rien obmettre, tout ce qui a esté prescrit par Justinien, dans sa Constitution adressée aux Professeurs. Il en sera uzé de même par les trois autres Professeurs, en telle sorte qu'un Professeur commence chaque année un cours de Droit, & qu'il le continuë, & acheve pendant quatre ans. Ils s'atacheront aux matieres, & Loix principales, & principalement à la lecture du Texte, dont ils donneront seulement une explication literale, sans s'arrester à dicter de gros commentaires; & marqueront avec soin, le progrez & le changement du Droit, sur chaque matiere: en rapportant aux Textes qu'ils traitteront, ce qui regarde les mêmes matieres dans le Code, & dans les Nouvelles.

13 Chacun des deux autres Professeurs destinez pour le Droit Canon, commencera tous les ans alternativement la lecture des Decretales de Gregoire IX. qu'il continuera & achevera pendant deux ans: rapportant sur chaque titre ce qui regarde les mêmes matie-

res dans le decret de Gratien & autres Collections, même dans le Concordat.

En cas de vacance d'une Chaire en la Faculté de Droit Civil, & Canonique de l'Université de Toulouse, par maladie, absence, ou autre legitime empechement: le Professeur malade ou absent sera tenu de substituer en sa place un des Docteurs Agregez pour faire les Leçons. Et en cas de vacance par mort: ladite faculté nommera à la pluralité des voix, en attendant l'Election d'un autre Professeur, un desdits Agregez, auquel les appointemens seront payez à proportion, & ce nonobstant toutes lettres, & Arrests à ce contraires auxquels Sa Majesté sera suppliée de deroguer. 14

Les Ecoliers qui estudieront en Rhetorique & en Philosophie actuellement ne pourront prendre les leçons de Droit, ny en obtenir les attestations. 15

Nul Ecolier ne pourra prendre des degrez en une Faculté, qu'il n'y ait estudié au moins une année continuë, 16

& quand un Ecolier aura esté refusé, ou remis à estudier : il ne pourra obtenir ses degrez en une autre Faculté, que celle où il aura esté refusé, ou differé, à peine de nullité.

17

Les Ecoliers ne pourront supplier pour le Degré de Bachelier, qu'après le quinze May de leur seconde année d'estude ; ni pour la Licence, qu'après pareil jour de la troisiéme année. Depuis lequel jour, jusqu'à la Nostre Dame d'Aoust, il sera tenu tous les Jeudis de chaque semaine, une assemblée de la Faculté de Droit Civil & Canonique, pour recevoir les suppliques des pretendans aux degres de Bacalaureat & de Licence, & leur donner des Examineurs, & la matiere de leurs Theses.

18

Les Examineurs de Bacalaureat, & de Licence seront choisis, sçavoir deux Professeurs par tour, & deux Agregez, qui seront tirez au sort du nombre des presens à ladite assemblée, lesquels Professeurs, & Agregez, ainsi nommez s'assembleront dans la semaine, au jour & heure que le plus

ancien Professeur marquera, pour proceder aud. examen : apres lequel , ils donneront tous leurs suffrages secrettement dans une boëte , par un billet mereau , ou autre marque ; en sorte qu'on ne puisse connoistre de quel avis a esté chacun desdits Professeurs & Agregez : & ne pourra celuy qui aura esté examiné estre receu à soutenir qu'il n'ait au moins les voix de trois examinateurs.

Les aspirans aux Degrez de Baccalaureat , & de Licence , qui auront esté jugez capables par l'examen , soutiendront leurs Theses dans six semaines, à compter du jour que la matiere leur en aura esté donnée : sinon & à faute de ce , seront obligez après lesd. six semaines, de prendre une nouvelle matiere. Et ne pourront lesdits Escoliers soutenir aucunes Theses , à l'effet d'obtenir les degres pendant les vacations.

Les Professeurs , & les Docteurs Agregez , presideront alternativement & par tout entr'eux , aux Theses de Baccalaureat , en observant entre lesd.

Agregez l'ordre de leur Agregation ; & quant aux Theses de Licence , & de Doctorat, les seuls Professeurs auront droit d'y presider. Et les jours pour soutenir lesd. Theses seront reglez par l'ancienneté desdits Professeurs , ou Agregez.

21 Les Bacheliers , ou Licentiés , seront obligez d'assister à tous les Actes au moins pendant quatre Arguments. Et six d'entr'eux , que les Presidents nommeront par tour , suivant le rôle qui en sera tenu par le Secretaire de la Faculté , seront tenus de disputer aux Actes de Bacalaureat, de Licence, & de Doctorat , sans que les autres qui voudront disputer en soient exclus.

22 Deux desd. Docteurs Agregez qui seront nommez par tour dans l'assemblée , en laquelle la matiere des Theses aura esté donnée, seront tenus d'argumenter aux actes de Bacalaureat, de Licence , & de Doctorat après toutefois lesd. Bacheliers , & Licentiés.

23 Après que l'Aspirant au Degré de Bachelier aura soutenu ses Theses: s'il

est jugé capable & admis au Degré :
il lui en sera délivré dans ladite Facul-
té , un acte en forme de certificat : qui
sera porté au Chancelier , & sur le-
quel les lettres de Bachelier lui seront
expédiées , & moyenant ce , l'ancien
formulaire de l'acte *Discretus* sera ab-
rogé.

Les Actes pour la Licence se fe-
ront publiquement en la Chancellerie
sur les Loix , & Chapitres des Decre-
tales , qui seront donnés tant par le
Chancelier , que par la Faculté. Et en
cas d'admission aud. Degré de Licen-
ce , les lettres en seront delivrées par
le Chancelier en la maniere accoût-
mée.

Les Aspirans qui voudront obtenir
le Degré de Docteur , seront tenus un
an après la Licence , d'expliquer pu-
bliquement une matiere du Droit Ci-
vil & Canonique , & de soutenir un
troisième Acte , pendant quatre heu-
res , sur différentes matieres de l'un &
de l'autre Droit , lequel Acte se fera
dans l'Ecole & après icelui , il sera
conduit à la Chancellerie , pour y être

24

25

reçu en la maniere acoûtumée.

26 Pourront néanmoins les Ecclesiastiques soutenir seulement en Droit Canon tant les Theses de Bacalaureat, que de Licence, & de Doctorat; & ceux de la Religion Pretendue Reformée seulement en Droit Civil: sans qu'ils soient obligez de prendre les leçons du Droit Canonique.

27 Les Professeurs en Droit Civil & Canon, & tous les Docteurs Agregez seront obligez d'assister aux actes de Bacalaureat, de Licence, & de Doctorat. Et seront les suffrages pour l'admission, ou renvoy des Soutenans, donnez secretement après les actes de Bacalaureat, & de Licence en la même maniere, qu'il a esté dit cy dessus pour les Examineurs, dans une boëte qui sera placée à cet effet dans la Salle de la dispute, & qui sera ouverte incontinent après la fin de l'acte en presence de deux Professeurs & de quatre Docteurs Agregez.

28 Ne pourront ceux qui ont droit de suffrage, donner leur voix, qu'ils n'aient entendu au moins quatre arguments,

ments ; ni ceux qui auront soutenu pour le Bacalaureat & la Licence, estre admis ausdits Degrez, qu'ils n'ayent pour le moins les deux tiers des voix, suivant qu'il se justifiera par l'ouverture de la boîte. Après laquelle les resultats pour l'admission, ou renvoy desd. répondans seront à même temps inscrits sur le registre de la Faculté & signés par les Assistans nommez à l'article precedant.

29
Ceux desd. Docteurs Agregez, qui auront esté employez par les Escoliers pour les preparer en particulier à leurs actes, ne pourront estre nommez pour les examiner ; ny donner leur voix à leurs receptions aux degrez ; ny même argumenter contr'eux à leurs Theses.

30
Pour l'execution de ce que dessus, & pour aviser à tout ce qui pourra avancer les études du Droit, le bien, & discipline de la Faculté : il sera tenu tous les premiers Jeudis de chaque mois une assemblée de ladite Faculté, & les resultats, & reglemens faits dans lesdites assemblées seront redigés & inscrits sur le registre de la Faculté ; &

signés de ceux qui y auront assisté.
 Côme aussi on reglera dans celle desd.
 Assemblées, qui se tiendra le premier
 Jeudi du mois de Juillet, les matieres,
 la distribution, & le département des
 Leçons pour l'année suivante; en con-
 servant aux anciens le droit de choisir
 les heures, suivant l'ancien usage.

*31

Les places destinées pour les Eco-
 liers en Droit Civil & Canonique
 dans l'Univ. r ité de Toulouse, ne pour-
 ront estre remplies, que par ceux qui
 étudient actuellement es droitz, à pei-
 ne de privation desd. places & d'inter-
 diction des Prieurs, qui n'y tiendront
 pas la main.

32

Aucun Ecolier du nombre de ceux,
 qui par les fondations doivent étudier
 en Droit Civil & Canonique, ne pour-
 ra à l'avenir estre receu dans lesdits
 Colleges de Bourciers de Toulouse
 qui n'ait atteint l'âge de dix-huit ans,
 & qu'il ne soit jugé capable dud. étu-
 de du Droit: auquel effet il sera exa-
 miné tant sur les Humanitez, que sur
 la Philosophie.

Aucuns Ecoliers ne pourront estre

presentez & nommez, ny receus, & admis aux places desd. Colleges, pour étudier en Droit Civil, & Canonique, qu'ils n'ayent les qualitez portées par les fondations & Statuts, dont ils feront apparoir par des certificats en bonne forme: Lesquels ensemble les ades de presentation & collation, & certificat de capacité seront transcrits dans un registre, qui sera tenu à cet effet dans chacun desd. Colleges, & représenté lors des visites qui s'y feront, à ceux à qui le droit en appartient.

Ceux qui seront pourvus desd. places, pour étudier en Droit, n'en pourront jouir que pendant trois années consecutives seulement, à l'égard de ceux qui ne prendront que les degrés de Bachelier, & de Licence en Droit; & jusques à cinq ans pour ceux qui prendront les Degrez de Docteur. Et Sa Majesté sera suppliée de déroger quant à ce aux Statuts desd. Colleges, afin de donner moyen à un plus grand nombre d'Ecoliers, de jouir desd. places.

Seront tenus ceux qui remplissent

desd. places, pour étudier en Droit, d'employer le temps d'Etude conformément, & suivant les ordres portés par l'Edit de 1679. Sinon, & à faute de ce faire, ils seront exclus desdites bourses, auxquelles comme vacantes & impetrables, ceux qui ont droit d'y nommer, seront obligés d'y pourvoir d'autres personnes étudiants en Droit, qui ayent les qualitez requises.

Les Prêtres & Collegiats desdits Colleges ne pourront admettre aucune resignation, demission, ni presentation verbales, ou par écrit desdits Prêtres, ou Collegiats, dont les places viendront à vaquer: ausquelles il sera pourveu par ceux à qui le droit en appartient suivant les fondations, & statuts, à peine de nullité, & privation des places de ceux qui auront eu part à l'admission desdites resignations, demissions, ou presentations verbales.

Le Professeur en Droit François de l'Université de Toulouse nommé par Sa Majesté, aura dans les assemblées de la Faculté rang & seance entre le Do-

yen, & le second Professeur de ladite Faculté, sans qu'il puisse estre Doyen, ny participer aux émolumens deidits Professeurs; jouïra des mêmes honneurs, prerogatives, privileges, habillemens, & autres avantages: assistera à toutes les assemblées de ladite Faculté, & y aura voix deliberative.

Ledit Professeur commencera tous les ans ses Leçons le lendemain de la saint Martin, & les finira le septième de Septembre. Il entrera les apresdînées aux mêmes jours, que les autres Professeurs. Il expliquera en François une heure entiere: & ensuite il exercera les Ecoliers par repetitions, & questions une demie heure.

Il expliquera pendant les six premiers mois les Ordonnances, tant de Sa Majesté, que des Roys ses Predecesseurs: en disposant les matieres; & les conciliant les unes avec les autres: ou faisant entendre les derogations aux premières par les postérieures. Et il employera le reste de l'année, à expliquer l'usage des Fiefs & autres Generalitez du Droit François, qui ont

lieu dans le pays du Droit Ecrit : rapportant sur chaque matiere les principaux Arrests, qui son intervenus, servants de prejuger.

Que tous ceux qui voudront estre receus au serment d'Avocat seront tenus pendant l'une des trois années (& pour tenir lieu d'une des deux Leçons qui sont d'obligation) de prendre celle du Droit François, & de s'inscrire quatre fois, & d'en prendre à la fin de l'année les attestations conformément à l'Article 16. de l'Edit de 1679.

Aucun ne pourra estre receu au serment d'Avocat (s'il ne rapporte: outre ses Lettres de degrez en Droit Civil & Canon) les attestations d'une année d'Etude en Droit François, & d'en avoir pris pendant icelles toutes les leçons.

Le Professeur en Droit François apres vingt années de Fonction en qualité de Professeur, aura seance honoraire dans le Siege Presidial, & Sénéchaussée de la Ville de Toulouse, après le Doyen des Conseillers, & voix deliberative en toutes les affaires:

& à cet effet lui en seront les Lettres Patentes expediees : se reservant Sa Majesté d'abreger le temps de vingt années, en faveur de ceux qui l'auront merité par leur application, & leur capacité dans lad. fonction de Professeur en Droit François.

En cas de vacance de ladite Chaire de Droit François, par mort, ou autrement: le Procureur General du Parlement de Toulouse pourra proposer trois personnes, qui ayent les qualitez, & capacité necessaires; dont il donnera avis à Monsieur le Chancelier, pour sur le compte qu'il en rendra à sa Majesté, estre par elle choisie celle des trois personnes qu'Elle estimera à propos.

Aucun ne pourra estre élu Professeur en Droit François, qu'il ne soit Avocat, & n'en ait fait fonction, au moins pendant dix ans avec reputation; ou qu'il n'ait pendant le même temps exercé avec honneur, une charge de Judicature.

En cas de vacance de lad. Chaire de Professeur en Droit François, par

maladie, absence, ou autre legitime
 empechement : il substituera à sa pla-
 ce un des Docteurs Agregez : & en
 cas de vacance par mort, la Faculté
 nommera à la pluralité de voix un
 desd. Docteurs Agregez, auquel les
 appointements seront payez à propor-
 tion ; à la charge neanmoins, qu'en
 l'un & l'autre cas led. Docteur Agregé
 sera Avocat.

Les droits desdits Professeurs Agre-
 gez en la Faculté de Toulouse, seront
 payés ainsi qu'il ensuit. Pour les attes-
 tations de deux années d'Estude pour
 parvenir au degré de Bachelier, qua-
 tre livres ; pour l'examen de Bacalau-
 reat, huit livres ; pour les Lettres de
 Bachelier trente livres ; pour l'attesta-
 tion de l'année de Licence quatre li-
 vres : pour l'examen de Licence huit
 livres, pour les lettres de Licence, cin-
 quante livres, la moitié de laquelle
 somme montant à cent quatre livres,
 devant estre payée en douze parties
 égales, pour les douze inscriptions ;
 qui doivent se faire pendant les trois
 années d'estude, suivant l'Arrest du

Conseil du 20. Mars 1680. ce sera pour chaque inscription, quatre livres six sols huit deniers, & moyenant ce sera deduit de chacune des sommes cy-dessus, la moitié en prenant lesdits Degrez; pour les lettres de Doctorat, soixante deux livres. Les droits desdits Agregez seront reglez & payez (outre ceux ci-dessus) entre les mains du Bedeau de la Faculté de Droit Civil, & Canon: sçavoir à chacun des deux Agregez qui assisteront à l'examen de Bacalaureat, quarante sols, quatre livres: aux deux qui auront argumenté à l'acte de Bachelier, & à quatre autres qui seront tirés au fort, entre eux qui auront esté presens audit acte de Bachelier, & entendu au moins quatre Argumens, à raison de quarante sols chacun, douze livres: aux deux Agregez qui examineront pour la Licence, à raison de quarante sols chacun, quatre livres: à six Docteurs Agregez, sçavoir aux deux qui auront argumenté à l'acte de Licence, & à quatre autres qui seront tirez au fort entre ceux, qui auront esté pre-

sens audit acte de Licence, & entendu au moins quatre arguments, à raison de quarante sols, douze livres; à celuy des Agregez, qui presidera aux actes de Bacalaureat, à son tour, quatre livres: à six Docteurs Agregez, sçavoir aux deux qui auront argumenté à l'acte de Doctorat, & à quatre autres qui seront tirés au sort entre ceux, qui auront esté presens audit acte de Doctorat, & entendu au moins quatre Argumens, à raison de quarante sols, douze livres; ce qui sera payé ausdits Agregez, sans autres droits, ny participation aux émolumens appartenans aux six Professeurs. Les droits dudit Professeur en Droit François seront payez, sçavoir pour les attestations d'une année d'étude en Droit François, six livres.

Maître Antoine de Martres a esté nommé par le Roy, pour la Charge, & Chaire de Professeur en Droit François en l'Université de Toulouse.

Maîtres de Gabiole, Queyrats, Martres, Virasel, d'Auteserre Fils du Professeur, Duverger aussi fils du Profes-

feur, de Turreil, Dequian, Samedies, Jean Duval, Jean Pol de Relongue, & Campagne, ont esté nommés par le Roy, pour estre Docteurs Agregés, & en faire la fonction dans ladite Faculté Canonique, & Civile de l'Université de Toulouse.

M A R A N Recteur.

L'Extrait cy-dessus a esté tiré du Registre de ladite Faculté, par moy Bedeau, & Secretaire de l'Université de Toulouse, en presence de Monsieur de Maran, Recteur de ladite Université le premier Oëtobre mil six cens quatre vingts deux,

FARAMOND Secretaire.

Extrait des Registres de la Faculté du Droit Civil & Canonique de l'Université de Toulouse, pour servir d'addition au Reglement de la Faculté du Droit de l'Université de Toulouse.

I. ARTICLE.

NUL ne pourra estre admis à la dispute pour remplir une Chaire vacante, qu'il ne soit Docteur en Droit Civil & Canonique.

II. Les quatre plus anciens des Docteurs agregez de la Faculté de Droit, suivant l'ordre du tableau, assisteront aux élections des Professeurs, tant de la Faculté de Droit Civil, que des autres Facultez de l'Université de Toulouse : au lieu des deux Bacheliers & des deux Collegiats, qui avoient accoutumé d'y assister.

III.

III. La nomination d'un Docteur agrege pour faire les leçons à la place d'un Professeur decedé, sera faite par Scrutin : & celuy qui aura esté ainsi nommé, jouïra pendant la vacance de ladite Chaire, des gages, pensions, & droits d'attestations seulement : sans qu'il puisse participer aux autres droits & émoluments des Professeurs.

IV. Lesdits quatre plus anciens Docteurs agregez suivant l'ordre du tableau, pourront assister aux Assemblées de discipline de ladite Université.

V. Ne pourront les Docteurs agregez porter autre habit que celuy de Docteur en quelque occasion que ce puisse estre : à la reserve des actes auxquels ils presideront, & dans lesquels ils auront le mesme habit que le Professeur qu'ils representent.

VI. Ne pourront les Professeurs conferer les degrez sous quelque pre-texte que ce soit, mesme en cas de dispense accordée par Sa Majesté : sans y appeller les Docteurs agregez, suivant les Reglements.

VII. L'examen des Ecoliers qui doivent remplir les bourses destinées à ceux qui étudient en Droit Civil & Canonique, sera fait par le Doyen de la Faculté de Droit, conjointement avec ceux qui ont droit de le faire par les fondations.

VIII. En l'absence du Doyen de la Faculté de Droit Civil & Canonique, le Professeur en Droit François aura rang & seance immédiatement après le Recteur de l'Université : ou en son absence, après le plus ancien Professeur, représentant ledit Recteur.

IX. Les droits portez par le Règlement seront payez par les Ecoliers qui prendront les degrez en l'un des Droits seulement. Et à l'égard de ceux qui voudront prendre les degrez en l'un & en l'autre Droit, ils ne seront tenus de payer que trente livres d'augmentation, sur les Lettres de Bachelier; vingt livres sur celles de Licence, & vingt-huit livres sur celles de Doctorat, au delà des sommes réglées pour l'un desdits deux Droits.

TILHOL, Recteur.

L'Extrait cy-dessus a esté tiré du Registre de ladite Faculté, par moy Bedeau & Secrétaire de ladite Université de Toulouse, en présence de Monsieur de Tilbot Recteur de ladite Université le troisième Novembre mil six cens quatre-vingts-trois.

ROUX, Secret.

EX TRAIT DES REGISTRES
du Conseil d'Estat du Roy.

L OUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre : A nos amez & feaux les Gens tenans nostre Cour de Parlement de Toulouse : SALUT. Depuis nostre declaration du mois d'Aoust 1682. donnée en execution de nostre Edit du mois d'Avril 1679. pour le rétablissement des Estudes du Droit Canonique & Civil dans la Faculté de Droit de l'Université de Toulouse : il Nous auroit encore esté proposé quelques articles de Reglement pour ladite Faculté, pour estre par Nous confirmez, ainsi que ceux

attachez sous le contreseel de nostre
 déclaration ; & ne voulant rien obmet-
 tre de ce qui peut estre du bien de la-
 dite Faculté. A CES CAUSES, après
 avoir fait voir en nostre Conseil lesdits
 articles cy-attachez sous le contreseel
 de nostre Chancellerie: Nous les avons
 agreez , approuvez , & autorisez ,
 agréons , approuvons , & autorisons
 par ces presentes signées de nostre
 main : voulons qu'ils soient ajoutés à
 ceux cy-devant confirmez par nostre
 déclaration, & executez selon leur for-
 me & teneur. Ordonnons en outre que
 dans les Assemblées de ladite Faculté
 de droit où les voix se donneront par
 Buletins secrets , il ne pourra y avoir
 de Docteurs agregez receus à donner
 leurs voix , qu'au mesme nombre qu'il
 y aura de Professeurs presens , à com-
 mencer par les anciens. Et les autres
 agregez seront obligez de se retirer. Et
 en cas de partage des advis par lesdits
 Bulletins : il sera vuide par le Recteur
 de ladite Université. Si vous mandons
 que lesdits articles avec ces presentes,
 vous ayez à enregistrer , & le contenu



en iceux faire executer selon leur forme & teneur : nonobstant toutes Lettres & usages à ce contraires , ausquel-
les Nous avõs dérogé par ces presen-
tes. CAR tel est nostre plaisir. **DONNE**
à Versailles ce 16. jour du mois de
Decembre , l'an de grace mil six cens
quatre-vingts-trois , & de nostre Reg-
ne le quarante-unième.

PAR LE ROY,

PHELYPEAUX.

*Lesdites Lettres Patentes du Roy &
articles ont esté registrez es Registres de
la Cour de Parlement , pour la contenu en
iceux estre gardé & observé selon leur for-
me & teneur , suivant l'Arrest de ladite
Cour. Donnè à Toulouse en Parlement le
5. Fevrier 1684.*

MANSENCAL DE SEVIN.

Collationé FOURNAIROU.

EXTRAIT DES REGISTRES
de Parlement.

VEu les Lettres patentes du Roy, données à Versailles le seizième Decembre mil six cens quatre vingts trois, signées Louïs, & plus bas par le Roy Phelipeaux, seellées du grand sceau en cire jaune: par lesquelles Sa Majesté après avoir fait voir à son Conseil les Articles de Reglement dressez pour le reestablissement des Estudes du Droit Canonique & Civil dans la faculté de Droit de l'Université de Toulouse, attachées sous le contre scel desdites patentes: & ne voulant rien obmettre à ce qui peut obvier au bien de ladite faculté: elle les a agréées, approuvées & autorisées, agréé, approuvé & autorisé par sesdites Patentes; veut qu'ils soient adjoutez à ceux cy-devant confirmés par la Declaration, & executés selon

leur forme & teneur. Ordonne en outre que dans les Assemblées de ladite faculté de Droit ou les voix se donneront par Buletins secrets, il ne pourra y avoir de Docteurs agregés reçus à donner leurs voix qu'au même nombre qu'il y aura des Professeurs presens, à commencer par les anciens : & les autres agregés seront obligés de se retirer : & en cas de partage des avis par lesdits Buletins, il sera vuide par le Recteur de ladite Université. Et veu aussi la Requête présentée à la Cour par les Professeurs du Droit de l'Université de Toulouse, aux fins du Registre desdits Articles & Lettres patentes, ensemble le dire & conclusion du Procureur General du Roy. LA COUR a ordonné & ordonne que lesdites Lettres patentes du Roy & Articles seront registrées ez Registres d'icelle, pour le contenu en icelles obeir, garder & observer suivant leur forme & teneur. Prononcé à Toulouse en Parlement le

cinquième Fevrier mil six cens quatre
vingts-quatre.

MANSENCAL DE SEVIN.

Controollé FOURNAIROU.

Collationné JOUGLA.

Mr. DE MUA, *Rapporteur.*



EDIT³

DU ROY,

Du mois d'Avril 1679.

PORTANT REGLEMENT

POUR

L'ESTUDE

DU DROIT

CANONIQUE

ET CIVIL.

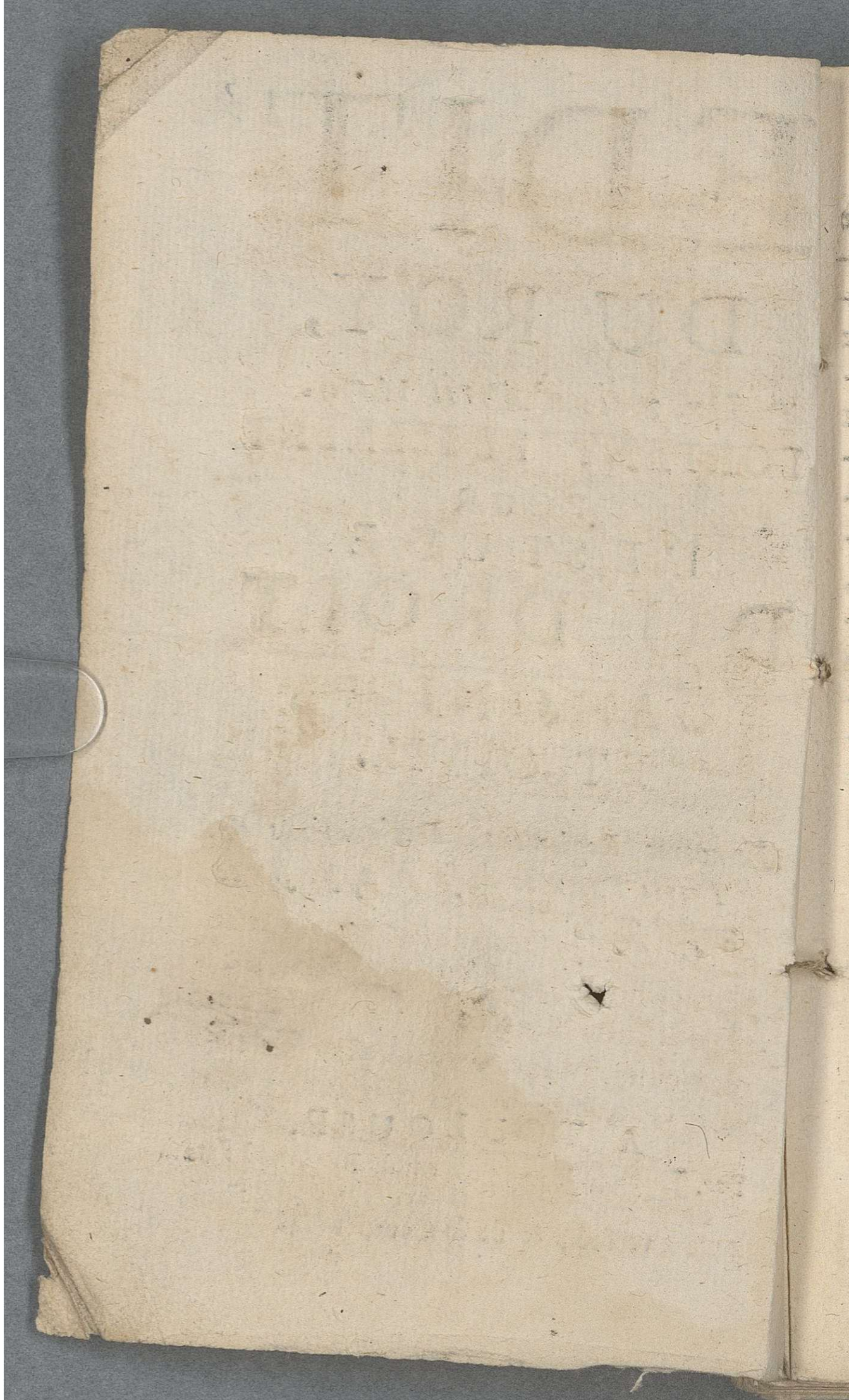
*Et autres Reglemens, Declarations &
Lettres Patentes de sa Majesté sur ce
mesme sujet.*

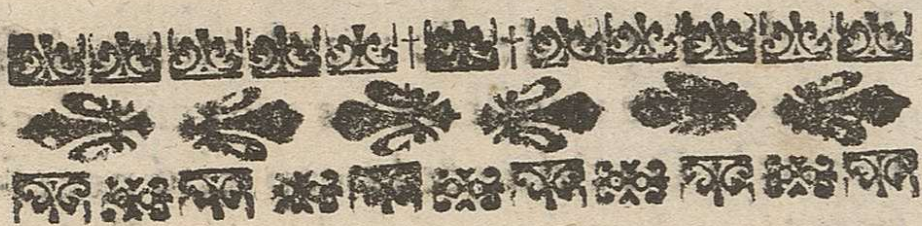


Precision

A TOULOUSE,

Par J. BOUDE, Imprimeur du Roy, des Eflats
de la Province de Languedoc, de l'Uni-
versité, & de la Cour, 1684.





EDIT DV ROY,

*Portant Reglement pour l'Etu-
de du Droit Canonique
& Civil.*

LOUIS par la grace de Dieu
Roy de France & de Navarre : A
tous presens & à venir salut. L'ap-
plication que Nous avons esté obligez
de donner à la guerre, que Nous avons
soustenuë contre tant d'ennemis, ne
Nous a point empeschez de faire pu-
blier plusieurs Ordonnances pour la re-
formation de la Iustice : A present qu'il
plait à Dieu Nous faire jouïr d'une Paix
glorieuse, Nous trouvant plus en estat
que jamais de donner nos soins, pour
faire regner la Iustice dans nos Estats;
Nous avons crû ne pouvoir rien faire de
plus avantageux pour le bonheur de nos